

Grève générale pour faire reculer Mitterrand! Mettre le paquet pour gagner!

29 mars - « Les périodes de grand calme social, qui paraissent caractériser la situation française au cours de ces dernières années, appartiennent-elles désormais au passé? [...] Si l'on est loin d'un embrasement généralisé, le climat social est très fragile [...]. On est peut-être en train de renouer avec la situation qui prévalait avant 1980 quand le secteur public était fréquemment secoué de turbulences sociales » (le Monde, 9 mars). La bourgeoisie française, s'exprimant au travers d'un de ses organes de

presse les plus « éclairés », ne peut plus cacher son inquiétude devant le flot montant des grèves contre l'austérité « de gauche ». Même la traditionnelle « trêve électorale » n'a pas été respectée ! Et la Corse, où toutes les catégories de la fonction publique se sont unifiées dans une même lutte résolue entraînant d'autres couches travailleuses et même des secteurs de la petite-bourgeoisie, pourrait être un signe avant-coureur de cet « embrasement généralisé » qui terrorise tant la bourgeoisie et dont l'urgence

**Infirmières,
postiers,
enseignants
— le flot
des grèves
monte.**



se fait sentir pour le prolétariat : une grève générale contre l'austérité capitaliste.

Après les municipales, le premier ministre « socialiste » a tenté de ras-

surer ses maîtres capitalistes en voulant voir dans les résultats électoraux un « signe de confiance » (le Monde, 21 mars). Mais si les travailleurs

Suite page 11

Corse : la grève défie le gouvernement

Cet article est basé sur les reportages et les interviews recueillis par notre envoyé spécial en Corse.

3 avril - A quelques minutes à peine du débarcadère du port de Bastia, en s'engageant sur l'avenue Sébastiani, la première chose qui frappe le nouvel arrivant, en dehors de la multitude dérisoire d'affiches électorales, ce sont les lourdes portes de la poste principale cadenassées où l'on a mis un écriteau avec ces simples mots : « En grève. »

A quelques pas de là, vers 9 heures, plusieurs centaines de grévistes sont déjà rassemblés sur le terre-plein qui fait face à la préfecture, et d'autres les rejoignent par petits paquets en sortant de leurs assemblées générales. La sonne annonce au fur et à mesure des arrivées les centres administratifs occupés : l'Inspection académique de Haute-Corse, la Direction départementale de l'Équipement, la Direction départementale des Postes, le Tribunal administratif, etc. « Les organismes sociaux occupent depuis le début leurs locaux, que ce soit la CAF ou la CPAM », déclare Claude Cassé, du bureau départemental de la CGT.



La manifestation du 23 mars à Bastia — une grève sans précédent en Corse.

Vers 11 heures, la place est occupée par mille à mille cinq cents grévistes. On frappe, on racle avec des cailloux sur les grilles de la préfecture. « On a appris que le bruit a le don d'énervier le préfet », nous explique un gréviste.

Depuis des jours et des jours, la même scène se répète. Toute la fonction publique corse est en grève depuis plusieurs semaines pour obtenir une augmentation de salaire de 1 000 francs plus 200 francs par enfant à charge en

compensation de la vie chère sur l'île. Il faut une grève générale de toute la Corse ! Mais les travailleurs corses ne feront pas céder à eux seuls cet arrogant gouvernement fermement accroché à sa politique d'austérité. Il faut étendre la grève au continent ! Augmentation de salaire massive pour tous !

Vers 10 heures, le personnel de la préfecture sort de ses bureaux sous les applaudissements et fait un sit-in derrière les grilles protégées par les CRS.

On est mardi 28 mars, le lendemain du week-end pascal où quarante délégués syndicaux se sont rendus à Paris et n'ont rencontré que mépris auprès des hauts larbins du gouvernement Mitterrand-Rocard. La colère est dans les cœurs des employés de la fonction publique, certains en grève depuis six semaines. Le gouvernement leur a proposé une insultante « indemnité » de transport, revenant à 30 francs par mois !

Suite page 13

M 2651 - 92 - 5,00 F



3792651005004 00920

Crétinisme municipal version LCR

Dans les dernières élections municipales, les pseudo-trotskyistes présentaient quelques listes et Lutte ouvrière, pour la première fois à notre connaissance, a vu deux de ses candidats rentrer dans un conseil municipal, à Creil et à Montbéliard. L'un d'eux, à qui l'on demandait ce qu'il comptait y faire, a répondu : « Représenter la voix des travailleurs. » Ce qui n'engage à rien ! Nous verrons.

Mais la LCR a déjà eu des élus en 1983, et en particulier à Saint-Etienne du Rouvray, ville ouvrière de la région rouennaise. Michèle Ernès, militante de longue date de la LCR dans la région, se représentait au suffrage et retrouvait son siège. Notre propos n'est pas de discuter de l'opportunité de se présenter à de telles élections dans une petite ville mais d'examiner sur quelle base et pour quel genre d'activités. Dans ces dernières élections, la profession de foi de la liste « la voix des travailleurs contre le chômage et l'austérité », soutenue par la LCR, était un exemple chimiquement pur de propagande réformiste à peine plus militante que ce que peut déclarer un membre du CC du PC à la tribune d'un meeting. On peut y chercher en vain, même au détour d'une phrase, une quelconque référence au socialisme, à la nécessité d'en finir avec le système capitaliste, sans parler de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Les programmes réformistes, dès lors qu'ils sortent des revendications immédiates (35 heures, SMIC à 6000 francs),

sont au fond utopiques. Ainsi, à plusieurs reprises, l'élue de la LCR argumentera au conseil municipal qu'il faut « prendre l'argent là où il est ». On reconnaîtra le leitmotiv du PCF du début des années 80, programme que les réformistes ne pourraient pas appliquer même s'ils le voulaient et que donc ils oublient bien vite le lendemain des scrutins. Mais pas la LCR ! Michèle Ernès s'explique : « Il m'a été demandé, lors du dernier conseil, comment j'organiserai le budget municipal si nous étions majoritaires ; question "naïve" posée par un de ceux qui, justement, sont majoritaires à l'Assemblée nationale et qui ont tous les moyens pour prendre l'argent là où il est, et de faire les choix qui vont dans le sens de la satisfaction des revendications de la population et des travailleurs » (procès verbal de la réunion du conseil municipal du 21 juin 1984). La LCR croit pouvoir « démasquer » les réformistes en reprenant leurs « solutions ». Dans la profession de foi de mars 1989, la liste soutenue par la LCR sera moins ambitieuse et se contentera de sortir du placard à accessoires social-démocrate un « véritable impôt sur les grandes fortunes ».

Prise au piège des « solutions » dans le cadre capitaliste, Ernès ira jusqu'à abandonner la position toute formelle de la LCR qui réclamait en 1981 des « nationalisations » (en grosses lettres) « sans indemnité ni rachat » (en petites lettres). En réunion du conseil, elle « regrette que l'argent utilisé pour

maintenir Chapelle-Darblay n'ait pas été utilisé pour nationaliser cette entreprise » (procès verbal du 28 février 1984). En contraste, Gilles Cazin, candidat de la LTF en Seine-Maritime aux législatives de juin 88, déclarait dans sa profession de foi intitulée « Votez bolchévique ! pour un gouvernement ouvrier ! » : « Au rafistolage de l'irrationalité capitaliste (comme il a été essayé pour la Chapelle-Darblay), nous opposons l'expropriation sans compensation

avait pas eu de campagne « sécuritaire » (comprendre raciste), quelle aurait été l'attitude de la LCR de Saint-Etienne du Rouvray ?

Pour les communistes, il s'agit d'« user de la tribune parlementaire à des fins d'agitation révolutionnaire » ; pour la LCR, il s'agit de propager la vulgate réformiste et maintenant municipaliste !

Et pour finir, il serait dommage de



Michèle Ernès, conseillère municipale de la LCR à Saint-Etienne-du-Rouvray.

de toute l'industrie, du grand commerce et de la finance capitalistes, jetant les bases pour une société rationnelle planifiée en fonction des besoins, et non des profits. »

Et viennent les problèmes de gestion municipale. La majorité PCF-PS propose la construction d'un commissariat tout neuf, la conseillère LCR vote contre et s'explique au meeting électoral de mars 89 : « Si dans le cours du mandat précédent on s'est opposés à l'histoire du commissariat, c'est plus pour la campagne qui a été menée autour, ça a été au nom de la campagne sécuritaire [...], parce que voyez-vous « c'est vrai qu'on a de vrais problèmes » avec l'ancien commissariat qui est vétuste. Nous posons la question : et s'il n'y

se priver du triste plaisir de reproduire une prise de position de Michèle Ernès au nom de la LCR après une proposition des partis bourgeois pour une « minute de silence » du conseil municipal pour « honorer la mémoire du prêtre polonais assassiné et des résistants afghans » : « Mlle Ernès rappelle la position de son organisation proche du mouvement Solidarność contre l'intervention soviétique en Afghanistan, mais ne s'associe pas à la demande de la droite. Elle rappelle les problèmes du Chili et de la Calédonie » (procès verbal du 6 décembre 1984). Il est vraiment laborieux de se distinguer des anticommunistes quand on refuse de défendre les Etats ouvriers dégénérés et déformés contre la contre-révolution interne ou externe !

Vient de paraître !

Prometheus Research Series 2

- Introduction par le comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale : « Trotskyist Policies on the Second Imperialist War — Then and in Hindsight »
- Résolution de 1940 du SWP sur la « Proletarian Military Policy »
- Polémiques de 1940-41 de Max Shachtman
- Grande-Bretagne : résolutions de la conférence de fondation du RCP, mars 1944
- France : documents du Bulletin mensuel de la IV^e Internationale (zone libre), avril 1941
- Bibliographie : documents de Trotsky et Cannon sur la PMP

102 pages

FF 58 US\$ 9.00
£ 5.00 A\$ 11.50

(port inclus)

PROMETHEUS RESEARCH SERIES 2

Documents on the "Proletarian Military Policy"

With Introduction by the International Executive Committee of the international Spartacist tendency



PROMETHEUS RESEARCH LIBRARY February 1989

PROMETHEUS RESEARCH SERIES 1

Guidelines on the Organizational Structure of Communist Parties, on the Methods and Content of Their Work

Resolution of the Third Congress of the Communist International 12 July 1921
New Translation of the Final German Text including Reports and Discussion from the Congress
With Introduction and Notes

Egalement disponible :

Prometheus Research Series 1

Une traduction anglaise intégrale et fidèle de la résolution de l'IC de 1921 à partir du texte final allemand. Elle comprend, pour la première fois en anglais, les rapports et discussions de la résolution du III^e congrès. Avec une introduction rédigée par l'équipe de la Prometheus Research Library.

94 pages

FF 35 US\$ 6.00
£ 3.50 A\$ 8.50 (port inclus)

Adressez vos commandes et règlements à :

France
Bolchévik
B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

Etats-Unis
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO
New York, NY 10116

Grande-Bretagne
Spartacist Publications
PO Box 1041
London NW5 3EU

Australie
Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473
Sydney 2001

LO, tribun des matons

Lénine, dans son ouvrage classique *l'Etat et la révolution*, donnait une définition non moins classique de l'Etat : « des détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc. » Pour les marxistes, c'est énoncer une évidence que de dire que les flics, les gardiens de prison, en tant qu'instruments pour l'exploitation et de répression, sont hors du mouvement ouvrier. Mais pas pour les ouvriéristes de Lutte ouvrière !

Dans la livraison de *Lutte Ouvrière* du 11 février, on peut trouver un véritable plaidoyer, bien qu'un tantinet honteux, des matons ! Et LO de les soutenir dans leur querelle avec leur ministre de tutelle, car « que les gardiens de prisons ne se laissent pas faire est bien légitime » ! Allant plus loin, nos plumitifs sans complexes s'empressent de conseiller aux porte-clés de « s'organiser en comités de grève ou en coordination », et bien sûr les soutiennent dans les affrontements qui les ont opposés aux flics, leurs frères de sang. Pour un ouvrier conscient, la seule préoccupation en la matière aurait été que, dans la castagne, les deux gangs en présence, flics et matons, aient tous deux les mêmes moyens pour infliger une déroute à l'autre !

Depuis longtemps, Lutte ouvrière a dissout la ligne de classe dans la soupe populaire et ça les mène à d'étranges dérivés. N'est-ce pas eux qui, en reprenant au vol une revendication des démagogues à la Le Pen pour des « référendums d'initiative populaire »,

ont froidement proposé d'avoir des « votes rapides » (par minitel !) sur « toutes sortes de problèmes » (LO n° 1011, 17 octobre 1987). Dans une France chaque jour davantage gangrenée par le racisme et où les sondages montrent régulièrement une majorité pour le rétablissement de la peine de mort !

Nous, trotskystes, exigeons que les flics et les gardiens de prison soient chassés des syndicats ouvriers !

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Xavier Brunoy, Gilles Cazin, Marc Delvaux, Ian Donnelly, Suzanne Girard, Federico Parodi, Henri Ricmann, Josic Thannar, Jean Thimbault.

REALISATION : Ian Donnelly.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.
Le Bolchevik, B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Gaspard-Monge
55, rue du Fossé-Blanc
92230 Gennevilliers
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Les bureaucrates de la FEN négocient sur le dos des enseignants

Non au plan Jospin!

Le 27 mars - Pendant plusieurs mois, les bureaucrates réformistes de la FEN se sont évertués à empêcher toute mobilisation d'ensemble des enseignants contre le plan d'austérité pour l'Éducation nationale proposé par Jospin-Rocard. En toute logique, ils préparent aujourd'hui le terrain pour faire accepter aux syndiqués les négociations pour entériner ce projet. Ce n'est que la simple et pure trahison du mouvement des enseignants qui se sont mobilisés pour la revendication légitime de retrait du projet gouvernemental.

Le 7, un mot d'ordre de grève re-conductible pour tous les enseignants a été lancé par la « coordination nationale ». Nos camarades et sympathisants ont activement participé à cette action. Ils sont intervenus, dans chaque assemblée quotidienne de grévistes parmi les instituteurs de la région parisienne, sur la nécessité d'un programme pour la victoire. Ils ont également fortement protesté contre la présence à chaque assemblée de non-grévistes, tenants de la non-grève/grève pédagogique, et qui pouvaient se réclamer sans vergogne du mouvement de grève.

L'existence même de ces « coordinations » aujourd'hui n'est que l'expression de la faillite de la stratégie de statu quo douillet, à l'intérieur de la FEN, avec les réformistes, de la part des soi-disant tendances oppositionnelles comme l'École émancipée qui regroupe en particulier les pseudo-révolutionnaires de la LCR ou de LO. Statu quo renforcé ces dernières années par le consensus politique de soutien au front populaire. C'est pourquoi les « coordinations », animées essentiellement par ces soi-disant oppositionnels, avaient pour but d'organiser la lutte à l'extérieur et contre le syndicat, comme substitut à une véritable lutte à l'intérieur de la FEN. Le milieu enseignant a une forte tradition de syndicalisation et surtout est organisé majoritairement dans le seul syndicat en France qui regroupe toute une branche d'activité. Cela représenterait un instrument de lutte potentiellement puissant, à condition d'en chasser les directions réformistes, agents du gouvernement.

Nous publions ci-dessous la déclaration de nos camarades syndiqués à la FEN et distribuée à la manifestation du 17 mars, appelée essentiellement par la tendance Unité & action (liée au PC) du Syndicat national des instituteurs et qui avait également lancé un mot d'ordre de grève pour le même jour.

L'éducation, « une priorité » pour Mitterrand ! Après Savary et son honteux compromis avec l'école des curés, Devaquet et son attaque contre l'enseignement supérieur, Monory et sa ré-

forme des maîtres-directeurs, Jospin veut se montrer à la hauteur de ses prédécesseurs et promet « revalorisation et modernisation du système éducatif ».

En guise de « revalorisation », ce sont ces scandaleuses grilles des salaires basées sur la rentabilité, le mérite et le renforcement de la hiérarchie ! Quant à la « modernisation », la

d'ailleurs longtemps tergiversé sur appeler ou non au retrait du plan Jospin, n'a pas appelé en tant que telle à cette grève. Elle s'est même contentée jusqu'à aujourd'hui de proposer comme « riposte » des journées d'« action » sans lendemain et des gadgets scandaleux comme la « grève » des notes ou les grèves tournantes par ma-

ganiser des piquets de grève volants pour faire débrayer tous les établissements scolaires, populariser et défendre la grève, ainsi que pour l'étendre à d'autres secteurs de la fonction publique. Mais on ne fera pas l'économie d'une bataille à l'intérieur de la FEN pour balayer la bureaucratie réformiste et faire du seul syndicat qui regroupe dans ce pays la plupart des salariés d'une branche d'activité un véritable syndicat de lutte de classe.

Toutes ces menaces gouvernementales contre l'école et les enseignants font partie de la politique antiouvrière appliquée depuis huit ans - fruits amers de la soi-disant « victoire » du 10 mai 81 ! Attaques contre les acquis ouvriers, blocage des salaires, brisage de grève par les flics ou l'armée, décrets racistes, charters Joxe précédant les charters Pasqua, renforcement de la terreur raciste contre les immigrés et leur famille, capitulations devant la réaction, participation active à l'hystérie antisoviétique et soutien aux forces obscurantistes les plus réactionnaires telle que le « syndicat » du Vatican et de la CIA, Solidarność, ou aux mollahs égorgeurs de femmes et d'instituteurs en Afghanistan - voilà la politique « de gauche » de Mitterrand !! Et c'est sur ce fumier que la racaille fasciste se développe et que des corbeaux fanatiques peuvent se permettre d'empêcher la sortie d'un film qui leur déplaît !

Les grèves combatives de l'hiver 86-87 ont fait remballer à Chirac ses plans antiouvriers. Dans ces derniers mois, la fonction publique est agitée par des mobilisations permanentes. Une grève générale de la fonction publique pourrait servir de levier à une contre-offensive généralisée pour faire remballer à Rocard-Mitterrand leur politique d'austérité. Mais pour gagner, les travailleurs devront se débarrasser de leurs directions faillies et se doter



Le 4 mars, plusieurs dizaines de milliers d'enseignants manifestaient contre l'austérité et les projets de salaire « au mérite » du gouvernement Mitterrand-Rocard.

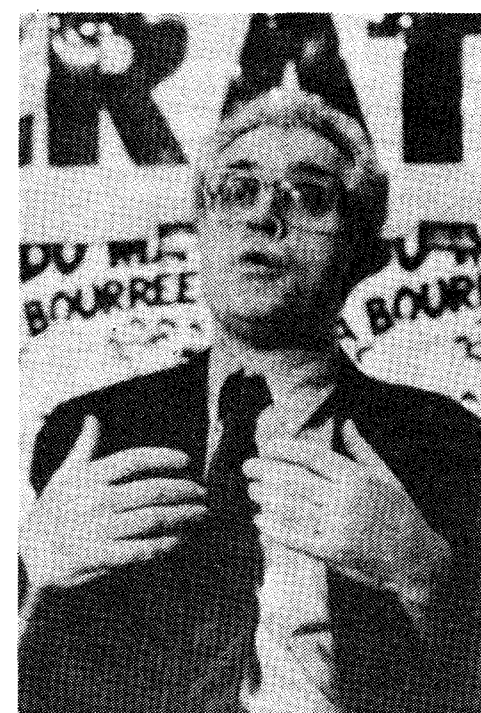
misère des moyens financiers débloqués ne va que dans un seul sens : l'aggravation de la ségrégation raciale et sociale entre les écoles-ghettos réservées aux enfants de la classe ouvrière, en particulier immigrée, et les bonnes écoles fréquentées par les enfants de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Retrait immédiat du projet Jospin ! Pour un enseignement de qualité dans une école laïque gratuite et ouverte à tous !

Depuis trois mois, une colère larvée agite les établissements scolaires face au projet gouvernemental. Pour le moment, cette colère est canalisée et s'épuise dans les diverses actions bidons proposées par les directions syndicales liées aux réformistes du PS et du PCF. Les sociaux-démocrates d'UID [Unité indépendance et démocratie] se font dans la FEN les agents directs du gouvernement pour faire passer le projet Jospin. Et si des militants de la tendance U & A [Unité & action], dirigée par le PCF, participent effectivement à la grève appelée depuis lundi par les « coordinations », la tendance, qui a

tière ! Cette stratégie est la conséquence de la politique, menée par le PCF, de pression sur le gouvernement bourgeois de Mitterrand-Rocard. Un exemple entre autres : sa campagne cynique réclamant que quarante milliards soient retirés du budget de surarmement pour l'école, alors que les députés du PCF se sont abstenus lors du vote du budget d'austérité présenté par Rocard - le faisant ainsi sciemment passer ! Politique de front populaire oblige !

Beaucoup de syndiqués de la FEN n'ont plus d'illusions dans ces directions complètement déconsidérées et cherchent une alternative dans la constitution de « coordinations », à l'instar des cheminots ou des infirmières. Mais ces « coordinations » sont une réponse fautive à une vraie question. Largement animées par les apprentis bureaucrates de LO et de la LCR avec la soi-disant tendance révolutionnaire de l'EE [École émancipée], elles ont démontré leur incapacité à tracer la moindre perspective de victoire. En fait, ces « coordinations », où on a même vu coexister en bonne entente grévistes et non-grévistes, ne sont qu'une façon d'éviter la confrontation politique avec les bureaucrates réformistes de la FEN et de les contourner. Cela ne fait que leur sauver la mise ! Cette stratégie repose en réalité sur un consensus politique avec ceux qu'ils prétendent vouloir combattre : ne pas rompre avec le front populaire de Mitterrand !

Pour faire reculer Jospin, il faut faire sauter le verrou des bureaucrates ! Pour ce faire, il faut des comités de grève qui expriment véritablement la mobilisation, révocables à tout moment et élus démocratiquement sur la base des propositions de lutte en présence. Seule cette organisation de combat peut constituer une vraie direction centralisée du mouvement, capable d'or-



Le Journal du Dimanche

Les différentes bureaucraties de la FEN ont toutes accepté le projet Jospin.

d'une direction révolutionnaire luttant avec intransigeance pour instaurer un gouvernement ouvrier. Un tel gouvernement révolutionnaire, en expropriant la bourgeoisie, jettera les bases pour éliminer l'exploitation et l'oppression et pour instituer une éducation sans discriminations de race ou de classe.

Paris, le 16 mars 1989
Militants de la Ligue trotskyste syndiqués à la FEN

LE BOLCHEVIK

Contre les mollahs de la CIA égorgeurs de femmes : guerre à mort !

La bataille pour l'Afghanistan

Le retrait de Gorbatchev est une trahison

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Rushdie ne doit pas être réduit au silence !

Marxisme et religions

30 mars – Depuis bientôt deux mois, un homme vit terré quelque part dans la campagne anglaise. Dans le monde entier, des milliers d'autres hommes, qui ne l'ont jamais vu, qui ne savent pas qui il est, ont juré de sacrifier leur vie pour l'assassiner, parce qu'il a écrit un livre qu'ils ne liront jamais et qui décrit l'expérience douloureuse des immigrants indiens et pakistanais dans la Grande-Bretagne raciste de Thatcher.

Salman Rushdie a été condamné à mort par l'ayatollah Khomeiny parce que celui-ci juge que le dernier roman de l'écrivain britannique d'origine indienne, *les Versets sataniques*, « offense l'islam, le Prophète et le Coran ». « Je demande à tous les musulmans d'exécuter rapidement l'auteur et les éditeurs du livre, où qu'ils se trouvent, afin que personne n'ose plus offenser les valeurs sacrées des musulmans » (*le Monde*, 16 février), fulmine le maître de Téhéran, qui promet le paradis et cinq millions de dollars au futur assassin.

Enivrés par le sang des milliers de militants de gauche et des minorités nationales, de femmes, d'intellectuels dissidents exécutés en masse ces derniers mois (dans le silence complice des « défenseurs des droits de l'homme » occidentaux), enhardis encore davantage par le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et la lutte de leurs congénères de la « résistance afghane » contre le régime nationaliste de gauche de Kaboul, les mollahs iraniens ont proclamé ouvertement leur volonté d'exporter comme bon leur semble la terreur obscurantiste qu'ils imposent depuis dix ans dans leur « république islamique ».

L'opinion publique bourgeoise a poussé de hauts cris devant la « barbarie » de la *fatwa* de Khomeiny, « oubliait » un peu vite que c'est Reagan qui a fait entrer l'appel public à l'assassinat politique dans les usages de la « communauté internationale » en condamnant à mort le numéro un libyen Kadhafi, et que le gouvernement américain avait tenté d'exécuter lui-même sa « sentence » au moyen d'un raid aérien terroriste qui fit plus de cent morts.

Venant après les mobilisations des intégristes chrétiens contre le film « blasphématoire » *la Dernière tentation du Christ*, de Martin Scorsese, l'appel au meurtre lancé par Khomeiny fait planer sur le monde de la fin du XX^e siècle le spectre d'un retour aux âges sombres du fanatisme religieux. Qu'ils soient chiïtes, catholiques ou autres, les fanatiques qui brûlent les livres sont en réalité les sectateurs d'une même idole qui a nom ignorance, oppression et mi-

l'homme ». Mais elle a pris immédiatement les traits, en Afghanistan, d'une *jihād*-chouannerie islamique menée par les chefs tribaux et les mollahs, avant de se faire croisade antisoviétique contre le « communisme athée » en Pologne, sous la bannière du « syndicat » clérical-nationaliste Solidarność et du pape de choc Wojtyła. Et les pseudo-révolutionnaires de l'« extrême gauche » – la LCR, LO et le PCI –, après avoir soutenu Khomeiny en Iran,

ne condamne même pas l'appel au meurtre lancé par l'ayatollah iranien. « Et Khomeiny, ce n'est pas n'importe qui, c'est un ayatollah, il a une connaissance du Coran et un degré de science très élevé. Alors, pour quelles raisons veut-on n'écouter que Fabius et pas quelqu'un d'autre ? » (*Libération*, 7 mars). Et les femmes qui travaillent dans son « atelier de couture » sont payées combien ?

Les vendeurs du *Bolchévik* ont rencontré des « beurs » qui s'opposent à la publication du livre de Rushdie par un réflexe de solidarité communautaire. Pire encore mais inévitablement, l'antisémitisme apparaît dans les propos de certains nationalistes arabes qui mettent sur le même plan que le livre de Rushdie les appels au pogrome que sont le *Protocole des sages de Sion* (faux antisémite grossier fabriqué par la police secrète tsariste) ou les publications des pseudo-historiens « révisionnistes », qui nient l'existence même de l'holocauste nazi et qui servent de couverture à de véritables réseaux d'activistes fascistes.

Un des grands crimes de la France contemporaine est que les directions réformistes chauvines des syndicats, du PS et du PCF, depuis des décennies, ont refusé de lutter contre la ségrégation raciste qui fait des ouvriers immigrés – qui occupent une place stratégique au cœur de la grande industrie – des parias privés du droit de cité. Abandonnée par le mouvement ouvrier organisé, une partie des jeunes de la « deuxième génération » peut être tentée de chercher dans un retour à la religion et aux valeurs islamiques traditionnelles l'illusion d'une dignité que la société française raciste lui refuse. S'il devenait un phénomène de masse, un tel repli vers le passé serait une victoire de la ségrégation raciste et une catastrophe pour ces jeunes – en particulier pour les jeunes femmes qui subiraient encore plus lourdement, en plus de l'oppression raciste, le carcan de la famille traditionnelle (enlèvement et mariage forcé, tutelle cruelle des oncles et des frères, etc.) Les révolutionnaires ne peuvent rester indifférents au maintien ou au renforcement de l'emprise, chez les travailleurs et les opprimés, de cet « opium du peuple » qu'est la religion.

Presque un quart des ouvriers d'industrie sont des immigrés (chiffre de 1985, cité dans *le Monde* des 11 et 12 septembre 1988), en grande majorité d'origine culturelle islamique. Leurs fils et leurs filles n'ont même pas accès aux emplois industriels, du fait des licenciements massifs mais aussi d'une politique consciente du patronat consistant à embaucher des immigrés nouvellement recrutés dans leurs pays d'origine plutôt que d'intégrer les « beurs » – la nouvelle « classe dangereuse » dans la production.

RACISME, FASCISME ET CLERICALISME CATHOLIQUE

La campagne déclenchée par les intégristes islamistes est d'autant plus sinistre qu'elle ne peut pas manquer de provoquer, dans les métropoles impérialistes, un retour de flamme raciste dirigé contre les communautés immigrées de culture musulmane. C'est même le



Patrick Artinian

La manifestation intégriste du 26 février à Paris contre Rushdie et « les Versets sataniques ».

sère, d'un Moloch insatiable dont la bouche mugit le cri de guerre des fascistes espagnols : « A bas l'intelligence ! Vive la mort ! »

A l'époque du capitalisme pourrissant, les bourgeoisies, aux quatre coins de la planète, mobilisent en défense de leur « ordre » irrationnel les superstitions les plus arriérées, les fanatismes les plus meurtriers. La guerre froide commencée à la fin des années 70 a d'abord été prêchée par le président américain Carter et les Mitterrand au nom de la « défense des droits de

ont suivi là où Mitterrand les menait, et ils sont devenus des défenseurs de la réaction religieuse en Afghanistan et en Pologne. La défense des conquêtes démocratiques des révolutions bourgeoises des XVII^e et XVIII^e siècles – la liberté de conscience et la séparation de l'Eglise et de l'Etat – est inséparable de celle des acquis de la révolution prolétarienne d'Octobre en Russie – la libération de l'exploitation de classe. Salman Rushdie ne doit pas être réduit au silence ! *Les Versets sataniques* doivent être publiés !

UN REPLI SUR L'ISLAM

En France, la campagne intégriste contre la publication de ce livre a agi comme révélateur d'un phénomène social qui couvait sur fond de crise économique et de montée de terreur raciste contre la communauté de culture musulmane : le repli sur la religion. Le début du règne de Mitterrand a été marqué par une explosion de grèves très combatives des ouvriers immigrés dans l'industrie automobile. En 1983, quand le premier ministre Mauroy osa déclarer que les grévistes « sont agités par des groupes religieux » (*Libération*, 1^{er} février 1983), la réponse fut cinglante : « Donnez-nous une bouteille de whisky et nous vous montrerons si nous sommes des intégristes ! »

Aujourd'hui, on a le cas caricatural, mis en relief et largement grossi par les journalistes de la presse bourgeoise, de Toumi Djaidja, ex-personnalité de la « Marche des beurs » du début des années 80, qui a fait avec ses « potes » le retour à l'islam et est devenu responsable d'un atelier de couture à façon. Le local de SOS avenir Minguettes est devenu un lieu de culte, et Djaidja



Une affiche bolchévique montre Lénine balayant le fatras du vieux monde.

but conscient des intégristes. Ils veulent provoquer l'hystérie raciste et ils souhaitent la ségrégation ethnique ; c'est le fumier sur lequel ils peuvent pousser. En France, la manifestation anti-Rushdie du 26 février, appelée par le groupe minoritaire et douteux « la Voix de l'Islam », a eu beau ne rassembler qu'un millier de personnes (alors que ce pays compte près de trois millions de musulmans), les racistes s'en sont emparés avidement pour dépeindre tous les immigrés comme des « fous de dieu » terroristes en puissance - la presse bourgeoise « modérée » se distinguant à peine des torchons fascistes.

Le soir même, Le Pen, le Führer du Front national, éruçait contre « l'invasion de l'Europe par une immigration musulmane » (le Monde, 28 février). Dans ce pays, la vraie menace intégriste vient de ce catholicisme de choc qui constitue pour le fascisme un terrain nourricier et un de ses fers de lance les plus redoutables, avec ses « skinheads en soutane » qui brûlent les cinémas (en attendant mieux). Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées de masse, basées sur les syndicats, pour écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent !

De leur côté, l'épiscopat catholique et une partie de la droite parlementaire ont crié leur indignation... contre le « blasphémateur » Rushdie. « Une fois encore, déclare le cardinal Decourtray, des croyants sont offensés dans leur foi. Hier les chrétiens, dans un film défigurant le visage du Christ. Aujourd'hui les musulmans, dans un livre sur le Prophète » (le Monde, 21 février). Quelques jours plus tard, Chirac - après avoir réclamé l'expulsion « des fanatiques [qui] viennent hurler à la mort dans les rues de la capitale des droits de l'homme » - emboîtait le pas au « primat des Gaules » en dénonçant « l'exploitation systématique du blasphème [...] C'est une agression. Ce viol personnel est inadmissible. Ce n'est pas une excuse du fanatisme, mais les choses ne sont jamais noires ou blanches et les torts sont partagés » (Libération, 1^{er} mars). Jusqu'à Pasqua qui s'érige lui aussi en défenseur des musulmans offensés en déplorant que « pour faire vendre un livre, on s'attaque à des valeurs fondamentales ou sacrées » (Libération, 2 mars) !

Derrière Decourtray et Chirac, une fraction de la bourgeoisie française rêve à haute voix d'imposer à toute la population un nouvel « ordre moral » sanctifié par l'Eglise catholique, apostolique et romaine, avec « respect » obligatoire des dogmes religieux. Ces idéologues de la réaction poursuivent un objectif éminemment pratique : la religion et, plus précisément, les religions établies, avec leurs appareils d'encadrement idéologique qui prêchent aux opprimés la soumission et la résignation, constituent en effet un précieux instrument de contrôle social, un rouage essentiel du maintien de l'« ordre » capitaliste.

En France, l'Eglise catholique a toujours été, en particulier, une auxiliaire fidèle du colonialisme, comme l'a si bien décrit Ho Chi Minh dans le Procès de la colonisation française : « Tel prêtre, "les pieds et jambes nus, le cai quân (pantalon) retroussé jusqu'aux fesses, le ventre ceint d'une ceinture remplie de cartouches, le fusil à l'épaule et le revolver au rein, marchait en tête de ses ouailles armées de lances, de coupe-coupe et de fusils à piston ; c'est ainsi qu'il faisait du prosélytisme à main armée, appuyé par nos troupes qu'il guidait dans les villages païens signalés par lui comme rebelles" [...]. Dieu est bon et tout-puissant. Fabricateur souverain, il a créé une race dite supérieure pour la jeter sur une autre race dite inférieure, créée, elle aussi, par Lui. C'est pourquoi, toute mission civilisatrice - qu'elle soit destinée aux Antilles, à Madagascar, à l'Indochine, à Tahiti - a toujours

Meetings de la Ligue trotskyste

La bataille pour l'Afghanistan

C'est sous le signe de l'Afghanistan que la LTF a tenu à commémorer, cette année, la Journée internationale des femmes. Et ce, comme il y a neuf ans, après l'intervention soviétique en Afghanistan de décembre 1979 que notre organisation internationale, la tendance spartaciste internationale (TSI), a saluée en réclamant l'extension des acquis issus de la Révolution russe aux peuples d'Afghanistan. Quatre meetings se sont tenus, à Paris, Lyon et Rouen, auxquels ont assisté plusieurs militants ou sympathisants d'autres organisations, en particulier du PCF.

Comme le soulignait un de nos camarades dans son discours donné à Paris : « L'Afghanistan est la première guerre de l'histoire où l'oppression des femmes a été la question centrale. » Pour illustrer son propos, il cita plusieurs témoignages, tirés essentiellement d'ouvrages écrits par des visiteurs en Afghanistan largement favorables à ces soi-disant « combattants de la liberté », en réalité des fanatiques réactionnaires ayant comme seul programme le maintien de ce pays dans l'obscurantisme religieux du 7^e siècle. Parmi ces visiteurs, notons au passage les quelque 400 médecins français qui ont servi d'auxiliaires directs à la contre-révolution. Un de ces témoignages, entre autres, relate l'horreur quotidienne vécue par les femmes dans l'Afghanistan d'il y a dix ans : « Appelée à donner des soins d'infirmier, j'ai vu de ces femmes. Elles passaient

leur vie accroupies, pour cuisiner, bayer, enfanter, se déplacer d'une pièce basse à l'autre. Elles se plaignaient de douleurs au dos. L'une avait le visage enflammé d'un eczéma suintant. Elle n'était pas sortie de ses murs en quinze ans [...] » (Mike Barry, Afghanistan).

Contre cette vision d'horreur, une de nos camarades du Groupe spartaciste de l'université de Saint-Denis décrivait le travail accompli par les bolchéviques en Asie centrale vis-à-vis des femmes, appuyés fermement par les baïonnettes de l'Armée rouge qui protégeait militairement celles qui voulaient se libérer de la tutelle moyenâgeuse de leurs époux, pères ou frères, et rappelait ce que la révolution d'Octobre avait représenté pour les travailleurs et pour les femmes en particulier.

Aujourd'hui, le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan pose des enjeux dramatiques. Comme le notait encore notre camarade à Paris : « Pour conclure un accord avec les impérialistes, la bureaucratie de Gorbatchev a abandonné l'Afghanistan. Elle a abandonné les femmes libérées du voile, elle a abandonné tous ces militants de gauche, tous ces enseignants particulièrement haïs par les moudjahidins, mais c'est aussi une trahison par rapport à tous ces soldats qui n'ont pas voulu rejoindre ou soutenir le camp de la contre-révolution et ce sont plusieurs milliers d'Afghans qui sont effectivement menacés de mort et de la mort la plus

atroce par ces rebelles, tant glorifiés par les occidentaux et qui n'ont jamais hésité à écorcher vives ou à dépecer leurs victimes. »

Face à cet enjeu crucial, le Partisan Defense Committee (PDC) a écrit au gouvernement afghan, offrant « d'organiser d'urgence une brigade internationale pour combattre à mort » afin de défendre le progrès social (cf. le Bolchévik n° 91, « Pour un soutien militaire internationaliste au gouvernement afghan ! »). Le PDC est une organisation de défense se basant sur la lutte de classe et en accord avec la politique de la Spartacist League, section américaine de la TSI. Cette proposition constitue non seulement un acte élémentaire d'internationalisme prolétarien, mais aussi de simple décence humaine.

Aujourd'hui, la ligne de front de la course à la guerre impérialiste contre l'Union soviétique passe par la bataille de Jalalabad, dans l'Est de l'Afghanistan, où l'offensive des moudjahidins a été repoussée au cours de durs combats. Pendant la première semaine de cette bataille, un convoi de 1.500 camions, parti d'URSS, a ravitaillé Kaboul en vivres et en produits de première nécessité après avoir emprunté la périlleuse route de Salang qui traverse des centaines de kilomètres de territoires infestés de rebelles. Ces deux événements montrent que le gouvernement de Najibullah a les reins beaucoup plus solides que l'affirmaient ses ennemis.

comme remorqueuse une mission dite d'évangélisation. »

Mais le colonialisme n'hésitait pas, là où il le jugeait utile, à s'appuyer sur les religions « indigènes ». Ainsi, « en 1926, la France coloniale édifie une mosquée splendide au cœur de sa capitale pour s'attirer l'"amour de ses sujets musulmans", qui n'en seront que plus fiers de "mourir pour une si belle patrie" - une "mosquée-réclame" aux yeux de Messali Hadj et des nationalistes algériens d'alors. En 1976, la France n'a plus d'empire musulman, si

leur culte, est l'un des moyens de parer à des risques sociaux qu'illustre la grève des loyers à la SONACOTRA » (les Banlieues de l'Islam - Naissance d'une religion en France, Gilles Kepel, 1987). Au début des années 70, le gouvernement avait encouragé le développement de lieux de culte dans les foyers SONACOTRA afin d'enrayer les luttes combattives des immigrés surexploités, parqués dans ces dortoirs inhumains. Aujourd'hui, les travailleurs immigrés et leurs enfants de la « deuxième génération » sont, pour beaucoup,

Chirac et Decourtray comme un appui à leur « dignité », nous disons : les défenseurs de l'ordre impérialiste français sont vos ennemis jurés, le chauvinisme est la forme principale que revêt la réaction à l'époque de la dégénérescence impérialiste et, en France, la réaction s'abattra inmanquablement sur la communauté musulmane tout entière.

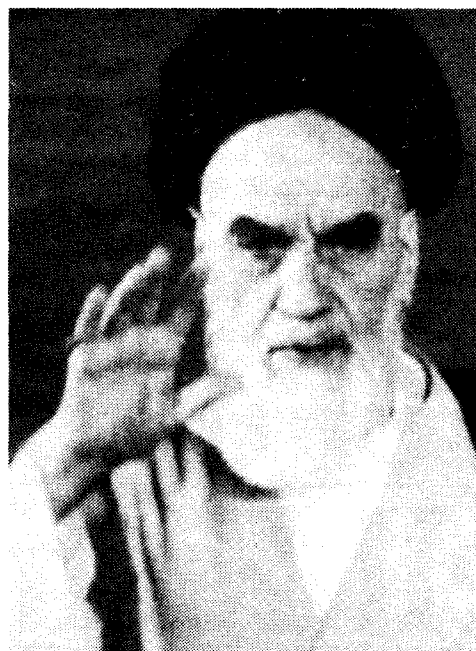
LES REVOLUTIONS BOURGEOISES CONTRE L'EGLISE

Les philosophes des Lumières avaient effectué le travail de préparation idéologique de la destruction de l'ordre féodal au nom de la libération des capacités de l'individu et de la réorganisation rationnelle de la société. Contre l'absolutisme des monarchies de « droit divin » et contre l'obscurantisme religieux qui était leur pilier idéologique, les bourgeois révolutionnaires d'Europe et d'Amérique du Nord, aux XVII^e et XVIII^e siècles, avaient établi et défendu le principe démocratique élémentaire de la liberté de conscience religieuse et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. La Révolution française devait briser le pouvoir temporel (et le domaine foncier) de l'Eglise catholique, abolir les lois moyenâgeuses punissant de mort le « blasphème » et arracher l'état-civil aux mains des prêtres - une mesure d'une immense portée, car elle garantissait aux juifs et aux protestants l'égalité complète devant la loi et les pleins droits de citoyenneté. Même au cours de sa dégénérescence, sous Napoléon Bonaparte, l'impact de la Révolution française dans toute l'Europe fut incalculablement progressiste. Ainsi, quand elles pénétraient dans les villes allemandes, les armées de Napoléon brisaient les portes des ghettos juifs, pour symboliser la destruction des superstitions médiévales.

Suite page 14



Globe



Der Spiegel

Les « skinheads en soutane » et Khomeiny d'accord sur une chose : « A bas l'intelligence, vive la mort ! »

ce n'est les quelque 5 % de musulmans qui résident sur son territoire, population socialement fragile. Dans cette perspective, l'épanouissement éventuel des travailleurs immigrés musulmans par l'affirmation de leur "identité culturelle" et, notamment, par la pratique de

relégués dans des cités-ghettos où ils sont confrontés à un chômage massif, à des conditions de vie dégradantes et à une montée dramatique de la terreur raciste.

Aux jeunes de la « deuxième génération » qui ont accueilli les propos des

Spartacus!

Page de la Jeunesse et des Groupes spartacistes

Reportage

Un jeune trotskyste visite l'URSS de Gorbatchev

Nous publions ci-dessous quelques impressions de Nick J., un jeune camarade américain qui a fait un voyage en URSS en septembre 1988 (au moment du sommet Reagan-Gorbatchev), et qui mettent en lumière quelques-unes des contradictions flagrantes de la société soviétique. Le renversement du capitalisme et la mise en place, par la révolution bolchévique d'Octobre 1917, d'un système économique planifié et collectivisé sont la plus importante victoire internationale de la classe ouvrière. Pourtant, la bureaucratie parasitaire qui usurpa le pouvoir politique dans les années 20 et qui dirige l'URSS aujourd'hui mine les acquis de la révolution par sa mauvaise gestion économique, par la chape de plomb qu'elle maintient sur la vie culturelle et politique et par la trahison des luttes à l'extérieur au nom de la « coexistence pacifique » avec les impérialistes qui veulent à tout prix restaurer le capitalisme dans l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Nous, trotskystes, défendons l'Union soviétique inconditionnellement contre l'impérialisme et la contre-révolution et affirmons que seules la révolution politique prolétarienne chassant la bureaucratie stalinienne et la révolution sociale dans les pays capitalistes pourront ouvrir le chemin au socialisme mondial.

En allant de l'aéroport Sheremetevo à Moscou, nous avons traversé les forêts de bouleaux blancs qui couvrent en grande partie l'URSS. Il y avait, sur le bord de la route, un énorme monument en béton recouvert de fleurs. On l'appelle le « hérissron ». Une architecture de quinze mètres de hauteur qui ressemble à ces jacks, avec lesquels les gosses jouent – une réplique géante des pièges antichars qui entouraient les villes de la Russie d'Europe au moment de l'invasion hitlérienne. Le monument est situé au point le plus à l'est qu'ont atteint les nazis dans leur marche sur Moscou et cela rappelle immédiatement que ce fut l'Armée rouge qui écrasa le fascisme hitlérien.

Le contraste avec la misère noire de l'Amérique de Reagan saute aux yeux. L'enfer des ghettos, les millions de sans-abri, le taux de chômage et les usines sidérurgiques rouillées qui pululent aux Etats-Unis – on ne voit pas de telles choses en URSS. Mon amie l'a

Le cimetière mémorial de Piskarevskoe, où reposent des tombes communes un demi-million d'habitants de Leningrad, victimes du siège nazi qui dura 900 jours.



Photos Young Spartacus

bien saisi : l'impression la plus forte qu'elle eut de l'URSS fut l'« absence de misère ». Alors que le bus traversait Moscou pour nous conduire à notre hôtel, je pensais : « Cette société où un travail, une éducation, un endroit pour vivre sont un droit, c'est ce que la classe dirigeante des Etats-Unis voudrait éliminer à coups de bombe nucléaire. » Une énorme économie industrielle moderne, sans capitalistes !

Le grand battage publicitaire autour du sommet gouvernemental est partout. Les gens dans les rues arborent les badges du sommet avec la bannière étoilée, portent les sacs à provisions du sommet avec dessus les drapeaux des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Il y a les tee-shirts du sommet avec les signatures de Reagan et de Gorbatchev, des photos de Reagan et de Gorbatchev dans les magasins. A Irkoutsk, en Sibérie, j'ai même vu une travailleuse portant un badge avec uniquement le portrait de Reagan ! (Je n'ai rien vu de pareil aux Etats-Unis.) La ligne de Gorbatchev est que Reagan est un homme épris de paix, un ami du peuple soviétique. Le revers de la détente est bien entendu la disparition de toutes allusions à la lutte de classe internatio-

nale contre l'impérialisme. Il n'y a aucune affiche, aucun article de journal, aucun discours, qui fasse semblant de soutenir l'anti-impérialisme ou l'internationalisme. J'ai vu une affiche sur la guerre en Afghanistan : un panneau dans un parc de Moscou avec des photos de départ des troupes soviétiques. On pouvait lire : « Le contingent limité des troupes soviétiques en Afghanistan a déjà commencé à se retirer. » Quand la marine US descendit l'avion de ligne iranien, tuant quelque 290 civils innocents, l'affaire fut enterrée dans la presse soviétique et les maigres rapports qualifièrent cette atrocité « d'accident ».

Les gens ont du mal à croire le tableau que je leur peins de l'oppression et de la pauvreté aux Etats-Unis. Mais une blague populaire que nous avons entendue à propos des transfuges reflète la compréhension qu'a le peuple soviétique de l'hypocrisie et des inégalités du capitalisme : « Un homme meurt et va en enfer. Il regarde autour de lui : c'est brûlant, désagréable et il n'aime pas ça. Alors il demande à dieu : "Ecoute, penses-tu qu'au moins une fois, avant d'aller définitivement rôti en enfer, tu pourrais m'accorder deux semaines de vacances au paradis ?" Dieu y réfléchit puis accède à sa demande. L'homme va au paradis et y passe du bon temps, mangeant, buvant, s'en donnant à cœur joie. Les commodités, la nourriture, les gens sont incroyables. Mais à la fin des deux semaines, il se retrouve de nouveau devant les portes de l'enfer. "Dieu", dit-il, "écoute, pourquoi ne ferais-tu pas juste une exception en m'accordant le paradis une bonne fois pour toutes ? Qu'est-ce que t'en dis ?" De nouveau, dieu accède à sa demande. L'homme va au paradis et est immédiatement employé à nettoyer les WC du matin au soir. "Dieu", demande-t-il, "la première fois que je suis monté ici tout était simplement merveilleux et maintenant ils m'ont foutu à nettoyer les WC

– qu'est-ce que c'est que ce plan ? " "Eh bien", répond dieu, "maintenant tu sais la différence qu'il y a entre un touriste et un transfuge". »

Quant au fameux « Etat policier » soviétique, on voit beaucoup moins de flics dans les rues qu'à Chicago. On ne sent plus le puritanisme général et le caractère oppressif des années Brejnev. Le discours de Gorbatchev à la conférence est retransmis en direct à la télévision, mais Wimbledon et des reportages sur les phoques passent sur les autres chaînes au même moment. Il y a beaucoup de rock'n roll à la télé et même une version soviétique du film *Solid Gold Dancers*. La campagne de Gorbatchev contre l'alcoolisme, un moyen massivement impopulaire de discipliner les travailleurs soviétiques, est l'exception remarquable. A ce sujet, il y a une autre blague courante : « Un homme attend pour acheter de la vodka dans une de ces "queues d'ivrognes" qui sont si fréquentes dans les villes soviétiques. Deux heures après, il en a assez d'attendre et dit au type devant lui : "J'en ai marre ! Je m'en vais donner un coup de poing à Gorbatchev !" et il se dirige à pied vers le Kremlin. A peu près une heure plus tard, il revient. Le type qui était resté dans la queue lui demande : "Eh bien, que s'est-il passé ? As-tu donné un coup de poing à Gorbatchev ?" L'homme répond : "Non, la queue était trop longue". »

Il est inquiétant d'entendre les guides d'Intourist parler si peu de la révolution d'Octobre et tant de la renaissance de l'Eglise orthodoxe, une des institutions les plus oppressives, antisémites et antifemmes de l'Histoire. C'est avec un joie certaine que notre guide attirera notre attention sur l'emplacement où une nouvelle église allait être construite sur un lopin octroyé gratuitement par l'Etat. Il y avait pas mal de femmes âgées, en visite guidée avec nous, qui

Suite page 14



Un orateur dans le square Pouchkine à Moscou. La « glasnost » provoque un bouillonnement politique en URSS.



Avec les grévistes de la COMATEC

Dans les nombreuses grèves qui agitent la France depuis le second septennat de Mitterrand, l'une des plus frappantes a été celle des nettoyeurs du métro contre leur funeste patron: la COMATEC. En effet, elle a vu entrer en lutte, et de manière très combative, la composante la plus vulnérable du prolétariat en France: les immigrés - exploités en tant qu'ouvriers, opprimés et sans droits en tant qu'étrangers. Grève aussi frappante par la violence déployée pour la briser: le patron de la COMATEC recrutait des jaunes par une prime de 200 francs par journée de travail, jaunes qui, comme le 1^{er} mars à Auber, nettoyaient le métro sous la protection de vigiles et de flics.

Le 3 mars, sur les antennes de radio, le maire de Paris, Jacques Chirac, demandait qu'on ait recours aux forces de police pour en finir avec la « chien-lit », parlant là des piquets de grève volants, massifs, qui se sont heurtés aux bandes de jaunes organisées par la COMATEC pour faire des nettoyages éclairés dans les stations du métro. Le jour même, les flics de Mitterrand exauçaient son vœu. Ils attaquèrent violemment les grévistes aux stations du RER Nation et Gare de Lyon, avec l'aide d'une trentaine de vigiles de KO International (les nervis de KO International avaient déjà participé au commando antigrévististe qui s'était attaqué aux travailleurs de la CGT, en grève, de l'imprimerie Jean Didier à Massy). Onze grévistes ont été blessés, quatre ont dû être hospitalisés, et dix-neuf ont été interpellés par la police.

Le tout au nom de la protection du « droit au travail »! Dans un pays où il y a trois millions de chômeurs, des centaines de milliers de TUC, SIVP, intérimaires, etc., ce type de justification nous fait apprécier à sa juste valeur le cynisme de la bourgeoisie.

Malgré leur isolement quasi total, les grévistes de la COMATEC n'ont repris le travail, le 10 mars, qu'après avoir arraché la satisfaction de plusieurs re-

vendications. La COMATEC a dû céder et consentir à augmenter de 300 à 600 francs ses 1 164 salariés; ce qui porte les salaires les plus bas à 5 150 francs net. Elle annule toutes les sanctions qui frappaient les grévistes et réintègre le délégué CFDT (africain) dont le licenciement fut la cause immédiate de la grève. La COMATEC a également embauché trente-cinq intérimaires, satisfaisant une partie de la revendication des grévistes qui était: embauche de tous les intérimaires!

Lorsque le 7 mars le comité de grève des nettoyeurs du métro appelait à une manifestation de République au siège de la COMATEC, sur les bords de Nanterre et Saint-Denis, et sur quelques lycées, les Groupes spartacistes et de jeunes militants et sympathisants se sont employés à construire un cortège de solidarité d'étudiants et de lycéens pour cette manifestation sur les mots d'ordre: « La grève de la COMATEC doit vaincre », « Etudiants, ouvriers: solidarité » et « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ».

Cette initiative était un message de solidarité aux ouvriers immigrés de la COMATEC qui menaient une grève isolée, aucune organisation politique autre que la LTF ne leur ayant donné de soutien militant. Le PCF s'est contenté de soutenir platoniquement la grève du haut des colonnes de *l'Humanité* (la CGT des ports et docks, minoritaire dans la COMATEC, n'a pas même appelé à la grève, même si certains de ses militants y ont participé). Dans le même temps, Lutte ouvrière, de façon scandaleuse, mettait sur le même plan la grève des travailleurs immigrés de la COMATEC et la grève des gardiens de prison! Quant aux bureaucrates de la CFDT qui dirigeaient la grève, ils n'ont pas même cherché à rompre ce dangereux isolement en essayant d'étendre la grève d'abord à la RATP, et ont poussé la mesquinerie et le sectarisme jusqu'à repousser notre proposition d'organiser une collecte de soutien...

Notre petit cortège fut bien accueilli par les grévistes dont nous avons repris les slogans « Français, immigrés: même patron, même combat » et « Grève totale jusqu'à la victoire »; les grévistes autour de nous reprenaient « Etudiants, ouvriers: solidarité » et une quinzaine d'entre eux ont acheté *le Bolchévik*. L'intervention de jeunes militants trotskystes sur les universités et les lycées a pour but de gagner d'autres jeunes (issus biologiquement le plus souvent de la petite-bourgeoisie: il n'y a que 8% de fils d'ouvriers dans l'enseignement supérieur), qui ont été sélectionnés et formés pour assurer le bon fonctionnement du système capitaliste, à la cause de la révolution prolétarienne. Pour cela, il est indispensable d'élargir la vision politique des jeunes pour qu'ils se joignent aux ouvriers en lutte, en les faisant sortir de l'université ou du lycée où ils sont encasernés et abrutis d'idéologie bourgeoise (de manière subtile: il n'y a qu'à voir les bouquins d'histoire ou d'instruction civique, ou de manière grossière: *Marseillaise* obligatoire ou visite de l'armée et divers prospectus vantant les « métiers d'avenir » comme flics, matons, militaires).

De plus, une bonne partie des jeunes a un intérêt immédiat à se battre du côté du prolétariat contre l'austérité capitaliste, et ses corollaires: TUC, SIVP, travail précaire dans un pays où le SMIC, à 4 900 francs brut, est un mot creux pour beaucoup de moins de vingt-cinq ans. C'est pourquoi nous voulons amener de jeunes étudiants et lycéens dans les manifestations ouvrières, sur les piquets de grève qui sont le véritable front de la lutte de classe. Cette manifestation fut une illustration que dans la France de Mitterrand, le Paris de Chirac et avec le poison du fasciste Le Pen, la lutte classe contre classe, Français, immigrés, unis dans la rue, était la voie pour faire reculer ce gouvernement qui gère par l'austérité les affaires de la bour-

geoisie. Il faut se battre pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille (et pas seulement le droit de vote aux municipales comme le réclament le PCF, la LCR et SOS-Racisme) et dans cette lutte les illusions dans Mitterrand et ses flics « démocratiques » sont suicidaires. C'est pourquoi, à l'opposé de toutes les organisations de gauche et d'« extrême » gauche françaises, nous n'avons jamais appelé à voter Mitterrand, et n'avons donné aucun soutien à ses différents gouvernements de collaboration de classe.

Etudiant, lycéen, rejoins les Groupes spartacistes, bats-toi avec nous pour reforger la IV^e Internationale, l'Internationale des ouvriers pour la révolution socialiste mondiale!



7 mars: les Groupes spartacistes apportent leur solidarité aux grévistes de la COMATEC.

Etudiants, ouvriers: solidarité!

Derrière le discours de Jenninger sur la «Kristallnacht»

La remontée du nationalisme allemand

L'article ci-dessous a été publié dans le n° 60 (février-mars) de Spartakist, le journal de la Trotskistische Liga Deutschlands.

A la veille du 40^e anniversaire de la fondation de l'Etat ouest-allemand, les dirigeants de ce pays impérialiste veulent faire sentir leur puissance. La bourgeoisie allemande est loin de se contenter des énormes richesses qu'elle tire de son commerce avec l'Europe de l'Ouest, et de sa pénétration économique progressive à l'Est. Bonn, qui utilise son Deutschmark fort pour peser sur la politique économique de Washington, cherche aussi à mettre la main sur des armes nucléaires à l'occasion de la modernisation des missiles nucléaires à courte portée de l'OTAN (tandis qu'une brigade franco-allemande est constituée hors du commandement de l'OTAN). Mais si l'impérialisme ouest-allemand n'est plus « un géant économique et un nain politique » (comme disait jadis Willy Brandt), son accession complète au rang de grande puissance est entravée par toute une série de barrières.

Au cours des dernières années, l'Allemagne de l'Ouest, sous le chancelier démocrate-chrétien (CDU) Helmut Kohl, a fait de gros efforts pour acquérir une stature internationale. Mais ces tentatives ont eu, à chaque fois, des conséquences désastreuses. Kohl s'est heurté à un refus



Der Spiegel

L'ancien président du Parlement ouest-allemand, le démocrate-chrétien Philipp Jenninger

quand il a voulu se pointer aux cérémonies du 40^e anniversaire de la victoire des Alliés occidentaux sur l'Allemagne nazie, sur les lieux du débarquement de Normandie. En compensation pour ce camouflet, Kohl força Reagan à visiter, en 1985, le cimetière de Bitburg; là, dans l'intérêt de la guerre froide anti-soviétique, tous deux rendirent hommage à la division SS « Das Reich ». L'obscène cérémonie de Bitburg souleva une réprobation internationale, comme un soufflet au visage des survivants juifs de l'Holocauste et un affront à la mémoire des millions de Juifs assassinés dans les camps de la mort nazis.

Ainsi, en novembre dernier, le régime Kohl voulut effacer le fiasco de Bitburg en organisant une commémoration du 50^e anniversaire de la Reichspogromnacht – cette nuit de 1938 au cours de laquelle les nazis per-



Peter Thomann

Pour le vingt-cinquième anniversaire de l'OTAN, la Bundeswehr ouest-allemande a réintroduit la tradition prussienne du serment public des soldats.

pétrèrent, sur tout le territoire du Reich, un pogrome qui vit l'incendie des synagogues, des maisons et des commerces des Juifs, avant la déportation de 30 000 d'entre eux vers des camps de concentration. Mais le discours de Philipp Jenninger, le président (CDU) du Parlement ouest-allemand, produisit un tollé dans toute la classe politique, depuis les Verts et les sociaux-démocrates (SPD) jusqu'aux libéraux (FDP) et aux démocrates-chrétiens. Jenninger se vit reprocher son « manque de tact », accuser d'être un antisémite et de « marcher à travers l'histoire avec des bottes dans la tête ».

Pourtant, le discours de Jenninger n'était pas crypto-nazi, et les protestations, autant que le discours lui-même, étaient l'expression d'un nationalisme allemand renaissant mais frustré. Les critiques de Jenninger s'en sont pris à sa description des crimes nazis et de la popularité de Hitler à l'époque. Mais le véritable crime du président du Bundestag, à leurs yeux, était d'avoir déclaré publiquement ce que les Thyssen et les Krupp disent en privé, en exprimant une fascination devant les « victoires » du Troisième Reich. Pour Jenninger, il est nécessaire de parler ouvertement d'Auschwitz, afin de dégager la voie pour les ambitions de grande puissance de la bourgeoisie allemande, en promettant un impérialisme allemand sans génocide. Jenninger déclare en substance que « la prochaine fois, nous serons gentils ». Mais dans le reste du monde, bon nombre de gens s'attendent à exactement l'inverse.

Aujourd'hui, la RFA est trop puissante pour être simplement le partenaire subordonné et loyal de l'impérialisme américain en Europe. Mais elle n'est pas assez puissante pour imposer sa volonté à l'Europe, de l'Ouest comme de l'Est. Pour le reste du monde, et en particulier pour les voisins directs de l'Allemagne, le souvenir des dizaines de millions de victimes du carnage hitlérien est resté aujourd'hui encore vivant dans les mémoires. Les reaganiens eux-mêmes ont invoqué les chambres à gaz

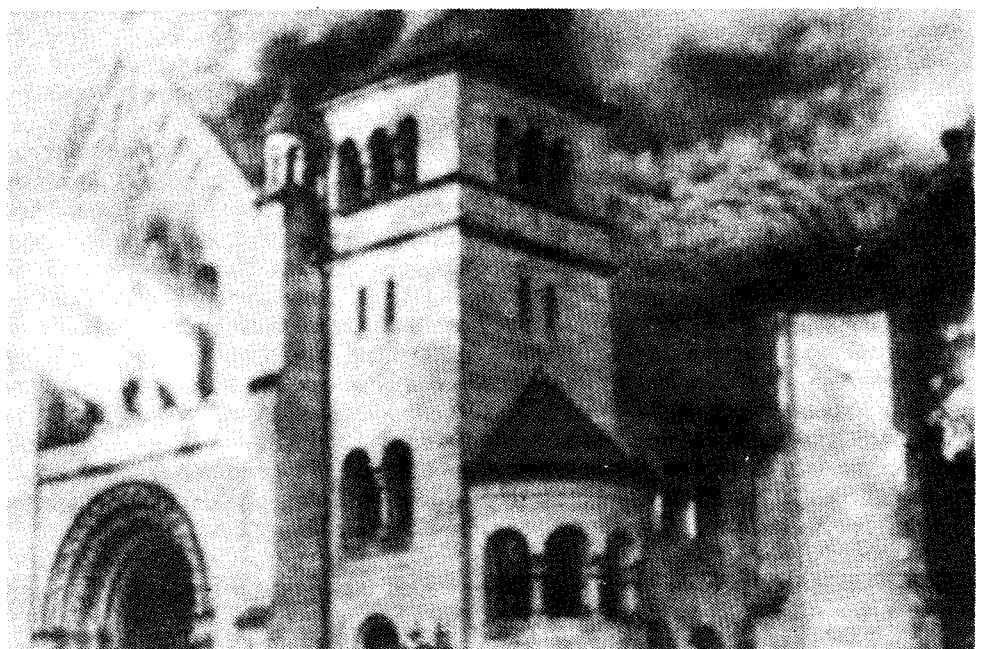
d'Auschwitz pour obliger Kohl à faire amende honorable au sujet d'une usine d'armes chimiques qui aurait été construite pour Kadhafi. Afin de présenter un « visage nouveau » à tous ceux qui se souviennent de la dernière fois où l'impérialisme allemand s'est emparé de l'Europe, les dirigeants ouest-allemands doivent effectivement essayer de « maîtriser » le chapitre nazi de l'histoire allemande. Mais ils ont échoué une nouvelle fois: le fiasco Jenninger reflète, tout autant que Bitburg, le dilemme de la classe dirigeante allemande confrontée à son passé.

La question du passé est aussi celle de l'avenir, au moment où racisme et frustration revanchiste se nourrissent l'un de l'autre, offrant un terrain fertile pour le fascisme. La CDU est débordée sur sa droite, sa base électorale entamée par des organisations fascistes comme les Republikaner, dirigés par l'ancien officier de la Waffen-SS Schönhuber, et qui ont fait une percée spectaculaire à Berlin-Ouest, la « ville de front » de la guerre froide, avec comme mot d'ordre « L'Allemagne

d'abord ». La Deutsche Volkunion, groupe néo-nazi financé par le trust Oetker, a expédié à tous les ménages du pays – 28 millions d'exemplaires, subventionnés par la Bundespost – sa « Drecksachen » (ordure imprimée), avec le mot d'ordre « L'Allemagne d'abord, l'Europe ensuite ». Le sinistre développement des nazis, et l'apparition des bandes de skinheads, ont produit dans la société ouest-allemande une polarisation qui rend nécessaire, de façon encore plus aiguë, de mobiliser la puissance de la classe ouvrière industrielle, y compris sa composante immigrée stratégique, pour écraser cette vermine.

TOLLE VERT, ROUGE ET NOIR AU BUNDESTAG

Après le spectacle obscène de Bitburg, l'impérialisme ouest-allemand est confronté à une tension accrue entre, d'un côté, la campagne pour le « réarmement moral » de sa population pour une politique de grande puissance agressive et les aventures impérialistes,



Der Spiegel

Le pogrome de la « nuit de cristal », en 1938 – La synagogue de Baden-Baden incendiée par les SA

et de l'autre le besoin diplomatique de colporter le mythe d'un Reich « nouveau », « épris de paix » (avec son propre mouvement « de la paix » nationaliste). Le chancelier Kohl se présente comme le premier dirigeant de la génération de l'après-guerre, et parle de la « bénédiction d'être né tard » ; lui et ses pairs estiment qu'ils ont été contraints trop longtemps de rester au second plan pour les crimes de leurs pères. Mais les tentatives des politiciens de Bonn pour écarter l'ombre du passé nazi projetée par Bitburg, en commémorant l'anniversaire des pogromes de la « Kristallnacht », ont montré que la bourgeoisie allemande, à chacun de ses pas, trébuche toujours sur son histoire.

Dès le début, Kohl est allé d'échec en échec. Ainsi, une majorité du conseil de la communauté juive de Francfort avait voté contre la présence du chancelier fédéral, le 9 novembre, dans la synagogue du quartier ouest. Quand Kohl, finalement, prit la parole, il fut interrompu aux cris de « Bitburg ! » et « Vous mentez ! », et une grande partie de l'assistance quitta la salle. Devant l'opéra de Francfort, où Kohl, le même jour, avait participé à une cérémonie commémorative, se tenait un rassemblement de protestation auquel participaient des militants de la Trotskistische Liga Deutschlands, section allemande de la tendance spartaciste internationale, avec des pancartes où l'on pouvait lire « La révolution ouvrière vengera les victimes de l'Holocauste ! » et « Bitburg : Kohl marche sur les traces des SS ».

Le lendemain, lors d'une « heure de commémoration » au Bundestag, le président du Parlement, Jenninger, voulait prononcer un discours important. Mais avant qu'il ait terminé, plus de cinquante députés des Verts, du SPD, du FDP et de la CDU – plus d'un tiers des députés présents – avaient quitté la salle en signe de protestation. Jutta Oesterle-Schwerin, député Vert d'origine israélienne, accusait Jenninger de faire de Hitler un grand homme politique et de montrer « que l'antisémitisme est présent dans les cœurs de beaucoup de membres de cette assemblée ». L'ancien chancelier Willy Brandt déclarait que c'était un « jour noir pour l'histoire de l'Allemagne de l'après-guerre ». Vogel, le secrétaire général du SPD, critiquait « un manque de sensibilité effarant », et un député du FDP, Lüder, déclarait que le discours était « insupportable ». Dans la nuit, la CDU/CSU obtenait la démission de Jenninger.

Craignant un scandale à l'étranger, la coalition démocrate-chrétienne/libérale au pouvoir se déclara abondamment consternée. Même le maître-escroc comte Otto von Lambsdorf (condamné dans le scandale Flick et maintenant réinstallé à la tête du FDP) déclarait qu'il avait « l'impression d'une justification, ou même d'une justification partielle, des pires événements de l'histoire contemporaine allemande ». Comme dans une mauvaise comédie, la CDU et le FDP apparaissent soudain costumés en antifascistes fervents. Quant aux sociaux-démocrates, n'ont-ils pas, à l'époque de la « grande coalition » qui avait amené pour la première fois le SPD aux affaires, travaillé en bonne intelligence avec de vieux nazis comme Kiesinger, Carstens et Lübke ? Les Verts, qui comptaient autrefois dans les rangs de leur fraction parlementaire un certain Bastian, général sur le front russe pendant la Deuxième Guerre mondiale, exigeaient la démission de Jenninger pour redorer l'image de l'Etat successeur du Troisième Reich.

Jenninger, comme Kohl dans son discours de la synagogue de Francfort, avait fait attention à bien choisir ses mots, prenant soin d'employer le terme « Reichspogromnacht » au lieu du « Kristallnacht » des nazis, et de parler de « nos concitoyens juifs ». Dès le dé-



A gauche, Bitburg, 1985 — L'hommage obscène de Kohl et Reagan aux SS. A droite, nos camarades lors de l'anniversaire du pogrome de 1938 : « La révolution ouvrière vengera les victimes de l'Holocauste. »

but, pourtant, il avait glissé dans la distinction raciste entre « les Juifs » et « nous autres les Allemands ». Dans son célèbre discours de 1985, le président de la république fédérale Weisäcker avait démolé le « mensonge fondamental de l'Allemagne de l'après-guerre » (*Der Spiegel*) comme quoi les Allemands « ne savaient pas » pour l'Holocauste. Mais pour Weisäcker comme pour Kohl et Jenninger, les Juifs allemands n'existent et n'existaient simplement pas, ce qui constitue une conception particulièrement étrange quand on sait qu'un demi-million de Juifs vivaient en Allemagne avant la « solution finale » de Hitler.

Mais on ne saurait voir dans le discours de Jenninger une apologie du fascisme. Au début de son exposé, il

Ce que le SPD qualifie de « manque de sensibilité effarant », c'est quand Jenninger a évoqué « la marche politique triomphale de Hitler » au cours de ses premières années au pouvoir, et en a dressé une liste : « Réintégration de la Sarre, introduction de la conscription générale, réarmement massif, signature de l'accord maritime avec les Britanniques, occupation de la Rhénanie, les jeux olympiques d'été à Berlin, l'Anschluß [annexion] de l'Autriche et le « grand Reich allemand », et finalement, quelques semaines seulement avant les pogromes de novembre, les accords de Munich, le dépeçage de la Tchécoslovaquie – le traité de Versailles n'était plus qu'un chiffon de papier et le Reich allemand était soudain redevenu la puissance hégémonique sur le

de Jenninger a-t-il été de dire cela ? Dans un article publié récemment, intitulé « Regarder les nazis en face », l'historien Gordon Craig conclut qu'« il est tout à fait possible que la réaction au discours de Jenninger ait été un signe qu'au moins un certain nombre de parlementaires commencent à en avoir assez de se faire sermonner à propos du passé de leur pays » (*New York Review of Books*, 2 février).

« CULPABILITE COLLECTIVE » DE QUI ?

Le discours de Jenninger, comme l'*Historikerdebatte* (débat des historiens) de ces dernières années, « est en réalité un débat sur l'avenir », comme l'a fait remarquer le *Guardian* de Londres. Jenninger, notait *Die Zeit*, « n'a pas minimisé Auschwitz, il n'a pas expliqué le génocide par le bolchévisme, mais il a nommé des raisons allemandes ». *Die Zeit* soulignait que Jenninger et Kohl, dans leurs discours sur la *Pogromnacht*, « ont pris leurs distances » par rapport aux historiens « révisionnistes » et aux apologistes du fascisme comme le professeur Ernst Nolte, de Berlin-Ouest, pour qui le génocide des juifs perpétré par les nazis ne faisait qu'imiter les « crimes asiatiques » des bolchéviks. Alors que le gros de la bourgeoisie allemande préférerait le silence, et que Nolte et Cie tentent de nier ou de « relativiser » les crimes nazis, Jenninger expliquait que ceci était « absurde [...]. Notre passé ne va ni rester tranquille, ni disparaître ».

Et voici la recette de Jenninger pour l'absolution : « Garder le souvenir vivant, et accepter le passé comme partie intégrante de notre identité en tant qu'Allemands – c'est seulement à ce prix que nous, les plus vieux, ainsi que les jeunes, seront délivrés du fardeau de l'Histoire. » Plus tard, dans un autre discours – assurément non destiné à l'usage international – prononcé devant

Suite page 10



Les Verts veulent un impérialisme allemand « propre ».

déclarait clairement que dans les pogromes de 1938, « l'Etat s'est fait l'organisateur du crime ». Les critiques ont réellement commencé après qu'il eut entrepris d'expliquer pourquoi « la population a été largement passive », ce qui « correspondait à l'attitude [qui avait prévalu] envers les actes et les mesures antijuifs au cours des années précédentes ». Le tollé est devenu général quand Jenninger prêta sa voix aux « très nombreux Allemands » qui pensaient qu'« en ce qui concerne les Juifs, ne s'étaient-ils pas, dans le passé, attribué un rôle qui ne leur revenait pas ? Ne devait-on pas les soumettre, enfin, à des restrictions ? N'avaient-ils peut-être pas mérité d'être remis en place ? »

C'est de cette description de l'antisémitisme courant dans l'Allemagne de Hitler qu'on a fait la pièce à conviction pour prouver que Jenninger était antisémite. Cependant, quels qu'aient pu être ses problèmes de rhétorique et ses « vraies positions », Jenninger n'a pas prononcé un discours crypto-nazi. Aucun nazi n'aurait cité, comme il l'a fait, les témoignages à la fois poignants et abominables d'une exécution en masse effectuée par un *Einsatzgruppe SS*.

Mais c'est ensuite que le président du Bundestag a dépassé les bornes du rituel établi de l'antnazisme officiel.

vieux continent. »

Quand Jenninger explique qu'« avec l'attaque contre l'Union soviétique, la possibilité est apparue de combiner les deux choses : la conquête du Lebensraum à l'Est et la « destruction de la race juive en Europe » », il énonce une politique qui n'était pas seulement celle du « fou Hitler ». Le général von Fritsch, limogé de son poste de chef d'état-major de l'armée par Hitler en 1938, avait le même programme. Et le *Drang nach Osten* (l'expansion vers l'Est) n'est pas né dans les pages de *Mein Kampf* : c'est une position que partagent aujourd'hui tous les représentants de l'impérialisme allemand, depuis les industriels de la Ruhr jusqu'aux sociaux-patriotes du SPD. Et quand Jenninger a fait remarquer que « les années entre 1933 et 1938 exercent aujourd'hui encore une fascination [...] presque sans parallèle dans l'histoire », il exprimait une véritable admiration, partagée par la majorité de son auditoire – en privé.

Jenninger a longuement cité le tristement célèbre discours de Himmler de 1943 qui exaltait la participation à l'extermination des juifs comme vitale pour tremper le caractère nazi. Mais le *Reichsführer SS*, dans ce même discours, disait aussi au sujet de ces crimes abjects : « Nous n'en parlerons pourtant jamais en public ». Le crime



« Spartakist » n° 60 :
8F port inclus
Ecrire au Bolchéviek.
BP 135-10, 75463 Paris cedex 10

Allemagne...

Suite de la page 9

le « syndicat étudiant catholique Arminia », un groupe clérical-réactionnaire, Jenninger déclarait : « Certains veulent que les Allemands se retrouvent éternellement en position d'accusés. Mais nous devons sortir de cette situation » (*Süddeutsche Zeitung*, 17-18 décembre 1988). La ligne de Jenninger, c'est que si tous les Allemands partagent la responsabilité de l'Histoire, « chacun doit soi-même apporter une réponse [...] à la question de la culpabilité » : autrement dit, une « responsabilité » collective sans culpabilité.

Le régime nazi a été effectivement soutenu par une grande partie de la population, et ceci est différent de l'Italie fasciste ou du Japon impérial. Les masses italiennes étaient d'abord passivement, puis activement hostiles au régime de Mussolini. Mussolini fut tué par des partisans italiens, et son cadavre exposé en public et profané à Milan. En Allemagne, la défaite infligée au prolétariat par les nazis n'était pas une simple péripétie, mais une défaite d'ampleur historique et mondiale. Claudio Magnani, membre du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » pseudo-trotskyiste, le résume bien : « [...] du point de vue de la conscience de classe révolutionnaire du prolétariat allemand, celui-ci ne s'est pas encore remis de cette défaite, 55 ans après le jour où Hitler a pris le pouvoir » (« The Historical Balance Sheet of the Fourth International », *Bulletin in Defense of Marxism*, décembre 1988).

En tant que nationaliste bourgeois, et pour paraphraser l'empereur Guillaume au début de la Première Guerre mondiale, Jenninger ne voit « aucun parti » ou classe, « seulement des Allemands »... et seulement des Allemands qui soutenaient Hitler et l'Holocauste. Ce que la bourgeoisie ne dit pas, c'est qu'il a fallu décapiter et écraser la classe ouvrière allemande avant de mettre en œuvre la « solution finale ». En 1918-19, la bourgeoisie eut recours à la social-démocratie pour noyer la révolution dans le sang, et assassiner Liebknecht et Luxemburg. Ce qui manquait alors, c'était un parti communiste constitué. En 1923, le KPD, faute d'une direction du parti résolue, laissa passer l'occasion révolutionnaire la plus significative offerte au communisme allemand.

La petite-bourgeoisie, enragée par la crise économique, reporta son espoir de salut, non plus sur le prolétariat puissant mais dirigé avec indécision, mais sur le « parti de la réaction chauffée à blanc », pour reprendre la formule incisive de Trotsky. Les Krupp et les Flick mirent le poids de leurs millions derrière Hitler, et après 1933 ils récupérèrent largement leur investissement. Comme nous l'écrivions l'automne dernier : « Le nazisme a été le dernier recours, désespéré, de la bourgeoisie allemande pour sauver sa domination de classe avant le soulèvement révolutionnaire du prolétariat [...]. La bourgeoisie allemande tout entière s'était unie derrière l'exploitation de l'antisémitisme pour relever l'Allemagne après sa défaite de la Première Guerre mondiale » (« Arbeiterrevolution wird Opfer des Holocaust rächen ! », *Spartakist* n° 59, novembre-décembre 1988).

A la terreur du Troisième Reich, qui avait démantelé le mouvement ouvrier, il faut ajouter la terreur et les effets contre-révolutionnaires de l'invasion et de l'occupation par les Alliés occidentaux. Les impérialistes américains et britanniques craignaient que le prolétariat allemand, avec sa forte conscience de classe, se dresse dans les ruines du Reich de Hitler, comme il l'avait fait dans celles du Reich du Kaiser. Les raids massifs des bombar-



« La signification du salut hitlérien » : un journal de gauche de 1932 dévoile le soutien donné par les capitalistes allemands aux nazis.

diers alliés s'en prenaient aux quartiers ouvriers des grandes villes. A Buchenwald, les prisonniers qui avaient pris les armes contre les geôliers nazis furent désarmés, et les prisonniers de gauche internés plusieurs mois supplémentaires par leurs « libérateurs » américains. Et la doctrine de la « culpabilité collective » fut élaborée pour justifier une occupation militaire sévère.

En même temps, la « culpabilité collective » constituait pour Staline un programme destiné à exclure toute possibilité de révolution prolétarienne dans l'Allemagne de l'après-guerre, afin de préserver le régime bureaucratique du numéro un soviétique. Les Alliés impérialistes, qui redoutaient aussi le spectre d'une révolution ouvrière, utilisèrent pendant une brève période cette doctrine pour justifier leur campagne de « dénazification », avant de l'utiliser pour blanchir d'anciens responsables nazis employés dans la Guerre froide antisoviétique et pour faire de l'Allemagne de l'Ouest un bastion de l'OTAN face à l'Est. Les marxistes refusent le concept de culpabilité collective, appliqué à la nation allemande tout entière, car il cherche à dissimuler la nature de classe du fascisme. C'est la bourgeoisie allemande qui est collectivement coupable.

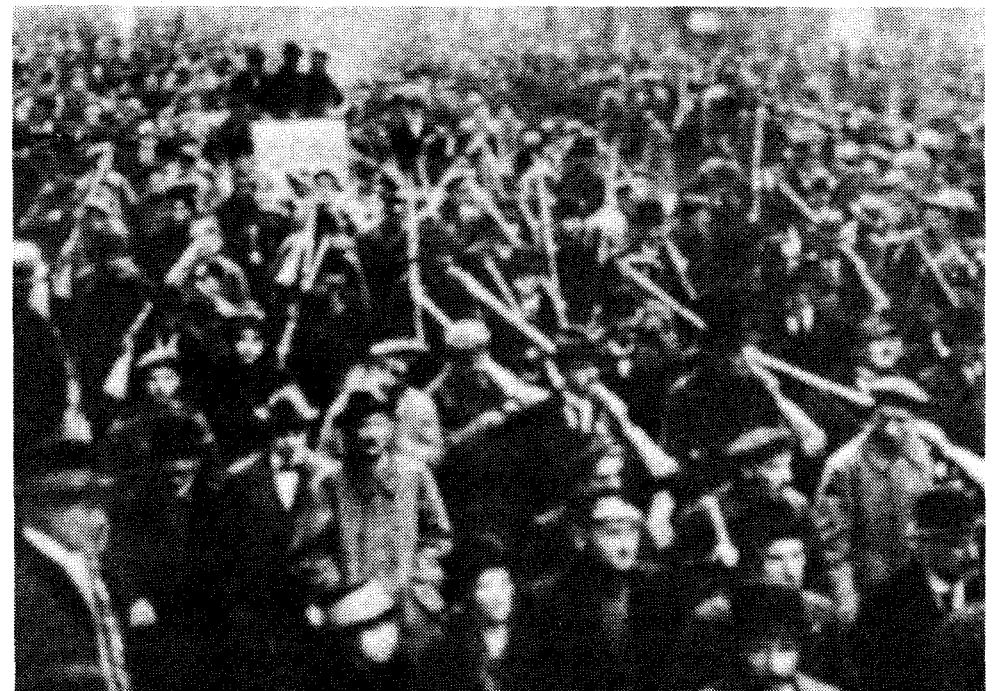
NATIONALISME « DE GAUCHE » ET REVANCHISME

Le refus de la culpabilité collective peut aussi être associé à un ressentiment réactionnaire et nationaliste contre les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale, l'Union soviétique autant que les Etats-Unis. Un des porte-parole en vue de l'extrême droite de la CDU est un certain Alfred Dregger, qui en 1986 déclarait que « la culpabilité est derrière nous », et appelait « tous les Allemands » à « sortir de derrière l'ombre de Hitler ». Pour Dregger, le scandale de Bitburg fut l'occasion d'insister qu'il était fier d'avoir combattu sur le front russe pendant la Deuxième Guerre mondiale. Avec sa fraction *Stahlhelm* (casques d'acier), Dregger était contre toute commémoration de la *Pogromnacht*. Il veut revenir aux « glorieux jours » de jadis en fondant aujourd'hui un nouveau Reich allemand. Signe menaçant, après la démission forcée de Jenninger, le premier candidat à sa succession proposé par Kohl était précisément le revanchiste dur Dregger.

Mais le nationalisme allemand n'est aucunement l'apanage exclusif de la droite. Kurt Schumacher, le dirigeant farouchement nationaliste du SPD dans les premières années de l'après-guerre, argumentait que les Allemands étaient

autant des victimes du nazisme que par exemple les Polonais ou les Tchèques (c'était le cas pour lui, ancien prisonnier des camps de concentration). Par conséquent, déclarait-il, les Russes et les Américains n'ont aucunement le droit de diviser l'Allemagne. Avec sa position, différente de celle des Kohl et des Dregger, Schumacher ne fut pas moins complice dans la construction d'un Quatrième Reich avec les cadres du Troisième ; il avait même envisagé, longtemps avant Bitburg, de réhabiliter les Waffen-SS. Et ce n'est pas par hasard que c'est le SPD qui a été à l'origine de l'*Ostpolitik* (politique à l'est) : parti historiquement national, dont une grande partie de la base sociale était située à l'est de l'Elbe, c'est-à-dire aujourd'hui en RDA, il était le mieux placé pour constituer le fer de lance des appétits revanchistes de l'impérialisme allemand vis-à-vis de ce que celui-ci appelle toujours la *Mitteldeutschland*... et au-delà.

Quant aux Verts, en plus d'une atmosphère propre, ils veulent un impérialisme allemand « propre » ; et aller chercher tout le *Dreck* (sauté) de l'époque hitlérienne ne va faire que le souiller. La réaction presque pathologique des Verts au discours de Jenninger – eux aussi n'avaient pas protesté à Bitburg – est une expression de leur nationalisme souvent virulent. A la suite de l'affaire Jenninger, certains journaux ouest-allemands regrettaient que le Bundestag n'ait pas écouté les Verts quand ceux-ci voulaient inviter le président du conseil central des Juifs d'Allemagne, Heinz Galinsky, à parler de la *Pogromnacht* avec les platitudes habituelles. Ces diplômés



1919 – Le soulèvement spartakiste (ci-dessus) a été écrasé par les sociaux-démocrates au service de la réaction capitaliste.

de la Nouvelle gauche se sont fait, à cette occasion, l'écho d'importantes fractions de la classe dirigeante ouest-allemande.

Hermann Gremliza, dans la revue *konkret* de décembre 1988, a été un des seuls observateurs à essayer d'analyser les raisons de la réaction des Verts au discours de Jenninger : « Ce qui du côté gauche de la chambre s'est révolté a été une aspiration non pas à la vérité et à la lumière [...] mais à des formes et des rituels quasi religieux qui libèrent une réconciliation avec "ceci est notre Etat" [...] de la douleur d'une conscience coupable. » Comme les sociaux-démocrates et les libéraux, les Verts ont, dans le passé, préféré la rhétorique creuse d'un von Weisäcker (lequel a salué récemment la libération de deux massacreurs SS par le gouvernement néerlandais comme un acte de « conciliation »).

Pendant, comme le nationalisme allemand « de gauche » interfère avec les manifestations de revanchisme, une grande quantité de boue remonte à la surface, qui s'étend jusqu'au fascisme déclaré. Ainsi, tandis que les « skin-

heads » hitlériens tabassent et assassinent des immigrés turcs, à Berlin-Ouest, des bandes de « redskins » répandent leurs ordures antisoviétiques et crient « *Dehors les trotskystes* ». Un des exemples les plus répugnants de ce phénomène a été donné par le comité de rédaction du journal pro-Verts *Tageszeitung*, qui décrivait « en plaisantant » une discothèque de Berlin-Ouest comme « *gaskammervoll* » (pleine comme une chambre à gaz). Une nouvelle génération « non culpabilisée » est apparue en Allemagne de l'Ouest – d'après une enquête du magazine *Stern* effectuée après l'affaire Jenninger, ce sont les moins de vingt ans qui se sentent les moins concernés par le passé de l'Allemagne.

QUESTION ALLEMANDE ET REVOLUTION EUROPEENNE

Candidat-idéologue pour un impérialisme allemand en train de se réaffirmer, Jenninger déclare : « *Nous autres Allemands souhaitons arriver à une compréhension claire de notre histoire, et à des leçons claires sur comment modeler politiquement notre présent et notre avenir.* » Préoccupé par un manque de confiance morale, de la part de la jeunesse allemande, pour jouer le rôle de puissance impérialiste à part entière si la période hitlérienne est laissée dans l'ombre, Jenninger déclarait à la fin de son discours : « *Sur les fondations de notre Etat et de notre histoire, il est nécessaire de fonder une nouvelle tradition morale, laquelle doit faire ses preuves dans la sensibilité humaine et morale de notre société. En politique étrangère, cela si-*

gnifie le devoir de la responsabilité collective pour la paix, pour travailler activement à un monde paisible. »

Ce qui a été par la suite présenté comme l'« ambiguïté » et la « maladresse » de Jenninger reflète les problèmes fondamentaux de l'impérialisme allemand. La « fascination » du président du Bundestag pour les « victoires » impérialistes de Hitler dans les années 30 n'est pas une surprise. La République fédérale se proclame l'Etat successeur du Troisième Reich, engagée par sa constitution à « rendre au Reich ses frontières de 1937 », lesquelles s'étendent bien au-delà de la ligne Oder-Neisse, et comprennent des territoires appartenant aujourd'hui à la Pologne et à l'URSS. De manière plus fondamentale, la bourgeoisie allemande revanchiste est confrontée à un problème structurel de taille : la division du pays entre une Allemagne de l'Ouest capitaliste et, à l'Est, un Etat dans lequel le capitalisme a été exproprié.

« *Notre histoire ne peut pas être divisée entre bon et mauvais, et la responsabilité du passé ne peut pas être répartie selon l'arbitraire géographique*

Mitterrand...

Suite de la page 1

avaient tant « confiance », pourquoi éprouveraient-ils le besoin de lutter ? En vérité, ils sont au moins défiants à l'égard de cette « gauche » qui leur a asséné coups bas sur coups bas depuis 1981. Les 12 et 19 mars, l'abstention a été importante. Et le PCF, sans autre « perspective » que sa politique front-populiste fatale de soutien « critique » à Mitterrand, n'a pu qu'enregistrer dans ces élections le recul qu'il connaît depuis sa honteuse participation au gouvernement antiouvrier et antisoviétique de Mitterrand. Certes, dans leur majorité, les travailleurs portent aujourd'hui – en l'absence d'alternative prolétarienne à la réaction – un PS au gouvernement, mais c'est avec la ferme intention d'arracher contre ce même gouvernement leurs revendications dans la lutte. Rompez avec Mitterrand !

Rien de sérieux ne se règlera sur le terrain parlementaire. Ainsi, les nervis racistes et antiouvriers du Front national (FN) ne sont pas retournés à leur néant parce que, comme l'expliquaient quelques « bonnes âmes » aveuglées par le parlementarisme, ils n'avaient plus de député à l'Assemblée nationale ! Le maintien de voix FN entre les premier et second tours vient même balayer les prétextes avancés par les PCF, LO et autres couards qui ne

voulaient voir dans le « phénomène Le Pen » qu'un « vote de protestation ». Les fascistes ont clairement consolidé une base. Ils n'en sont que plus forts pour organiser leurs troupes de choc contre la classe ouvrière, et en premier lieu contre sa composante d'origine étrangère. Le prolétariat ne pourra combattre victorieusement l'austérité capitaliste sans écraser cette avant-garde de la réaction capitaliste. *Mobilisations ouvrières/immigrées contre les fascistes !*

Depuis plusieurs mois, les éléments se sont accumulés pour une explosion sociale. Certes, les gros bataillons industriels restent encore relativement à l'écart, mais la « pluie » de grèves s'abat aussi sur le secteur privé. Selon une statistique récente du Ministère du Travail, en 1988 les jours individuels de grève (au nombre de 1 131 600, hors fonction publique), sans atteindre leur niveau d'avant l'ère Mitterrand, ont plus que doublé par rapport à 1987. Et pour 1989, la CGT a déjà recensé en mars quelque trois cents conflits dans la seule métallurgie, auxquels il convient d'ajouter des dizaines de grèves dans le bâtiment, la presse, les ports, l'alimentaire, le transport, etc. On a même vu se mobiliser en février des centres AFPA et, à Aulnay-Citroën, des couches ouvrières aussi soumises à l'arbitraire patronal que les intérimaires. Principalement, ce sont des

luttons catégorielles pour des augmentations massives de salaire, mais aussi contre les licenciements, comme à Thomson-Vélizy ou à Chaffoteaux et Maury où, depuis mi-février, les travailleurs ont occupé leur usine, en Bretagne, et protégé leur grève avec des piquets.

Ces grèves, malgré l'isolement et la dispersion dans lesquels les ont maintenues les bureaucraties syndicales, chiens de garde de Mitterrand, ont souvent été capables, de par la détermination des travailleurs, d'arracher quelques concessions partielles. Le patronat et son gouvernement espèrent, en lâchant du lest, éviter le pire. Au contraire, ces concessions doivent encourager les travailleurs à mettre le paquet ! La bourgeoisie ne cède jamais rien de vraiment substantiel si elle n'est pas menacée de tout perdre. Le temps est venu de rassembler les efforts des diverses catégories de travailleurs aujourd'hui éparpillés, d'unifier – en luttant fermement contre la terreur et les discriminations racistes et en revendiquant les *pleins droits de citoyenneté pour les immigrés* – les travailleurs français à leurs frères de classe maghrébins et africains (qui souvent sont au cœur des bastions industriels) et de décupler ainsi leur force dans une contre-offensive commune pour briser l'austérité. Les comités de grève élus doivent organiser des piquets

de grève pour protéger la grève contre les jaunes, les flics et les fascistes, et l'étendre. Usines, bureaux, communications, transport, etc. – tout doit s'arrêter. C'est seulement ainsi que le prolétariat fera rendre gorge à ses exploités.

Mais ainsi le prolétariat, rassemblé et soudé par la grève générale, se dressera aussi en tant que classe face à la bourgeoisie et à son Etat, posant de fait la question du pouvoir. Là est l'alternative prolétarienne au cycle infernal « gauche »-droite dans lequel les bureaucraties réformistes veulent enfermer la classe ouvrière. Mais les grèves générales de 1936 et de 1968 l'ont démontré de façon négative : la condition essentielle pour que cette question soit tranchée victorieusement, c'est la *constitution d'une direction ouvrière révolutionnaire* ayant la volonté et le programme de transformer la grève générale en lutte révolutionnaire ouverte contre le capitalisme, pour un *gouvernement ouvrier*, basé sur les organes de pouvoir (dont les comités de grève pourraient être l'embryon) que le prolétariat se donnera au cours de sa lutte.

SOCIALISME OU BARBARIE

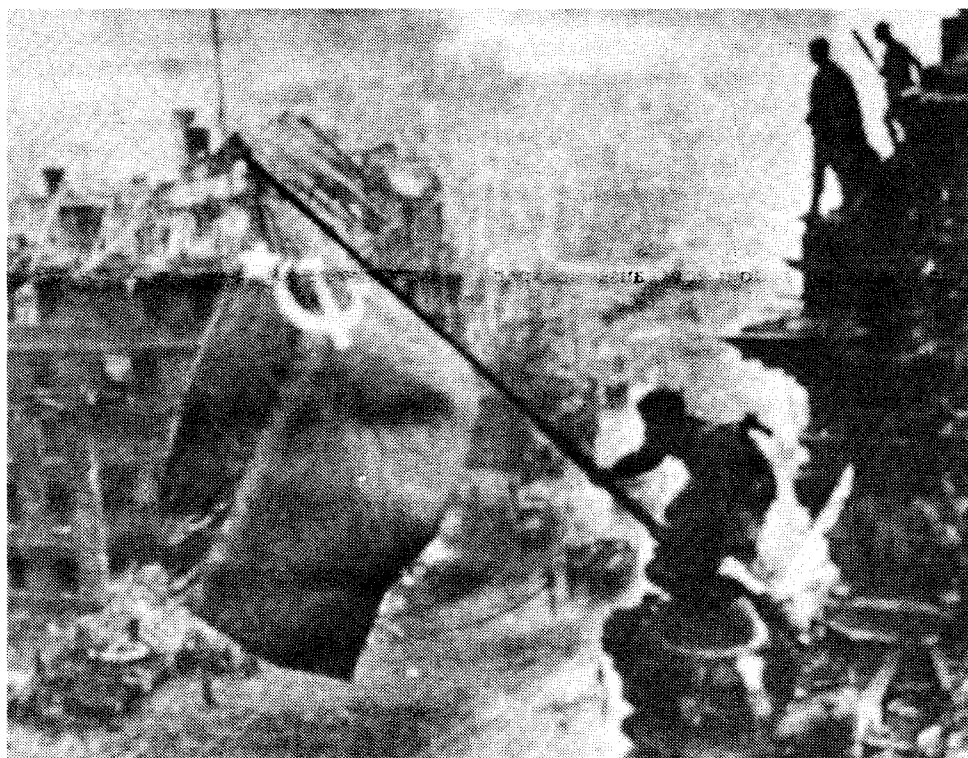
Les concessions arrachées par les dernières grèves restent insignifiantes par rapport aux effets destructeurs de

Suite page 12

et l'ordre d'après-guerre », déclare Jenninger. Le chancelier Kohl estime qu'il est « absurde » de construire une contradiction entre l'objectif de la réunification allemande et celui de l'unité européenne » (*Frankfurter Rundschau*, 19 janvier). Le SPD, de même, veut préserver le droit inconditionnel à une réunification impérialiste de l'Allemagne après l'hypothétique « intégration complète » du Marché commun en 1992. Mais l'unification de l'Allemagne sous domination capitaliste signifierait une contre-révolution sanglante pour écraser la RDA. Et ceci réveillerait directement le spectre d'une guerre mondiale ; même ses alliés impérialistes occidentaux redoutent la domination d'un Quatrième Reich sur l'Europe.

En attendant, la bourgeoisie allemande voit d'énormes opportunités de pénétration économique et de contre-révolution sociale dans les réformes de la *perestroïka* de Gorbatchev. Ces réformes, qui vont dans le sens du « socialisme de marché » en Union soviétique et en Europe de l'Est, provoquent un profond mécontentement populaire et des tensions nationalistes explosives. Les banquiers de Francfort et les politiciens de Bonn aimeraient bien utiliser leurs crédits « swing » pour le commerce avec l'Allemagne de l'Est et les prêts en Deutschmarks pour pressurer les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés d'Europe de l'Est comme des républiques bananières. Mais les formes de propriété socialisée de ces Etats représentent une barrière contre la pénétration capitaliste, et cette barrière ne pourra être abattue, pour reprendre la formule de Bismarck, que par « le fer et le sang ». Et là, la bourgeoisie allemande sera confrontée à l'énorme puissance de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. C'est cette puissance qui retient la main des impérialistes.

Par elle-même, sans ses alliés de l'OTAN, l'Allemagne de l'Ouest n'a pas actuellement la capacité de réaliser une percée militaire vers l'Est. Ceci nécessiterait, pour commencer, d'accroître de façon substantielle ses capacités conventionnelles, ainsi que l'acquisition d'armes nucléaires stratégiques (une voie dans laquelle la RFA s'est déjà engagée en développant une technologie nucléaire militaire en Afrique du Sud). Ses alliés impérialistes occidentaux ont pris acte de l'augmentation de la puissance militaire/économique de l'Allemagne, en nommant l'ex-ministre de la



Yevgeni Khaldei

Le 30 avril 1945, le drapeau frappé de la faucille et du marteau flotte sur le Reichstag. L'Armée rouge libère Berlin du régime de terreur nazie.

« défense » ouest-allemand Wörner au poste de secrétaire général de l'OTAN. Mais la stratégie de l'OTAN prévoit, en première instance, de mener une « guerre limitée » contre les forces du Pacte de Varsovie sur le sol allemand. Même les bellicistes de guerre froide ouest-allemands les plus extrémistes, comme Dregger, ne voient pas cette perspective d'un très bon œil. Et de larges couches de la population allemande, qui ne se souviennent que trop bien des destructions de la dernière guerre mondiale, redoutent avec juste raison l'anéantissement nucléaire.

C'est pourquoi Jenninger parle de « travailler activement à un monde paisible ». Aujourd'hui, les capitalistes allemands veulent exploiter les Slaves, pas les exterminer. Et les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie du SPD, les « défenseurs de la patrie » de 1914, connaissent leur devoir d'organismes politiques de la contre-révolution en Allemagne de l'Est. Le programme d'une Allemagne (capitaliste) neutre réunifiée constitue la principale base pour attirer en quantités significatives ouvriers, intellectuels petits-bourgeois et éléments de la bureaucratie de RDA derrière une contre-révolution « démocratique ».

L'internationalisme prolétarien constitue la seule réponse au revanchisme et au nationalisme qui, à deux reprises au cours de ce siècle, ont mobilisé les masses pour la guerre impérialiste et la dévastation de l'Europe qui en a résulté. Telle est la leçon de l'Histoire. Dans son article, Gordon Craig rappelait que le même Bundestag qui n'a pas supporté Jenninger « a réservé un accueil plutôt froid au professeur Fritz Stern, de l'université de Columbia, quand celui-ci était invité à prendre la parole devant l'assemblée, l'année dernière, à l'occasion d'une commémoration du soulèvement est-allemand du 17 juin 1953. Stern avait déclaré à son auditoire que la révolte n'avait pas été une manifestation en faveur de la réunification, comme les hommes politiques ouest-allemands aiment à le dire, mais plutôt une courageuse exigence de liberté et de réforme. Il leur avait rappelé que "l'Allemagne non divisée avait apporté des malheurs indicibles aux autres peuples et à elle-même, un fait qu'aucun Allemand ne peut se permettre d'oublier". »

Le soulèvement du 17 juin n'était pas revanchiste, comme le prétendent les revanchistes allemands qui se le

sont approprié indûment pour leurs propres objectifs réactionnaires (pas plus qu'il n'était pour une « démocratie » à l'occidentale, comme le laisse entendre Stern). Au contraire, les ouvriers est-allemands avaient engagé la lutte pour la révolution politique prolétarienne, pour chasser la bureaucratie stalinienne et bâtir une démocratie des soviets authentique. Le 17 juin a montré la voie vers la seule solution progressiste de la question nationale allemande – une solution qui passe par une lutte révolutionnaire sur la base de l'internationalisme prolétarien. Avec le mot d'ordre « *Maintenant, nettoyez votre crotte à Bonn, ici à Pankow nous nettoions la maison* », les ouvriers est-allemands appelaient leurs frères de classe à l'Ouest à arracher le pouvoir d'Etat des mains des capitalistes.

C'est l'Armée rouge soviétique qui en 1945 a écrasé le fascisme hitlérien. Pour les travailleurs de tous les pays, ce fut une victoire quand le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau a été hissé sur le Reichstag. Et pour se débarrasser pour toujours de l'héritage du nazisme, il est nécessaire de balayer l'ordre capitaliste qui continue à nourrir le nationalisme et la réaction raciste. Un parti trotskyste mondial de la révolution socialiste est une nécessité chaque jour plus urgente – un parti qui lutte pour la révolution socialiste dans l'Occident capitaliste et pour une révolution politique prolétarienne à l'Est, qui unirait, comme avec l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky, les révolutions russe et allemande.

En mai 1988, nous écrivions dans *Spartakist* (n° 57), nous adressant aux militants des partis staliniens DKP et SEW : « *Parce qu'ils ne peuvent concevoir qu'une réunification capitaliste de l'Allemagne, ils abandonnent la question nationale aux fascistes. Mais la lutte pour le pouvoir prolétarien pose la question de la direction révolutionnaire. Et restaurer l'unité du prolétariat pose, dans ce pays, la question de la réunification révolutionnaire de l'Allemagne dans le cadre d'Etats-Unis socialistes d'Europe. C'est le programme de la Troztkistische Liga Deutschlands, qui défend de façon inconditionnelle l'URSS et la RDA contre les attaques impérialistes et la contre-révolution internationale.* » La révolution prolétarienne vengera les victimes de la terreur nazie ! ■

Mitterrand...

Suite de la page 11

la crise capitaliste permanente sur nos conditions de vie et de travail. Si l'on en croit la bourgeoisie elle-même : « La chimie lourde d'Orkem a triplé son bénéfice, et Renault a atteint 6,5 milliards de francs de profits, une remontée inimaginable il y a trois ans [...]. Les entreprises privées alignent elles aussi des chiffres mirifiques » (le Monde, 16 mars). En 1988, les profits des grands groupes capitalistes français ont crû d'environ 30 %, et les cours des actions en Bourse de 50 %... « Grâce enfin », comme nous l'explique cyniquement le très mitterrandiste *Nouvel observateur*, « à la rigueur et aux compressions d'effectifs : le coût salarial par unité produite a diminué selon l'INSEE de 3,3 % en 1988 » (*Nouvel observateur*, n°1269, 2-8 mars). D'après une enquête du CERC, en matière salariale la France arrivait déjà en 1986 à l'avant-dernière place (juste devant l'Irlande) dans les pays de la CEE. Dans le même temps, la croissance de la productivité du travail, passant de 3,6 % à 7 % par an, a presque doublé entre 1986 et 1988 - c'est-à-dire une augmentation équivalente de l'exploitation.

Ces profits capitalistes « miraculeux » - ce sont des pans entiers de l'appareil productif liquidés, des centaines de milliers de travailleurs jetés sur le pavé, trois millions de chômeurs, le règne du travail précaire, la sur-exploitation de la main-d'oeuvre immigrée soumise à la ségrégation et à la terreur racistes, le blocage des salaires, huit millions de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté en France, des couches entières livrées à la paupérisation absolue. En février 1987, l'association ATD-Quart monde chiffrait, dans un rapport au Conseil économique et social, à deux millions et demi les personnes n'ayant aucune ressource pour vivre ! René Dumont, dans son ouvrage *Un monde intolérable* (1988), évalue à dix mille les sans-abri à Paris

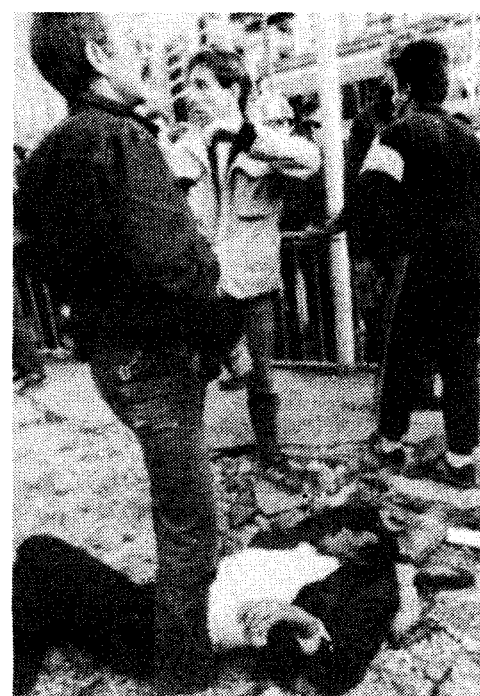
Le capitalisme pourrissant est incapable de garantir même le moindre acquis social pour les travailleurs. Les directions du PCF, du PS et des syndicats prêchent au nom d'un soi-disant « réalisme » non le renversement mais la réforme de ce système en décadence. Le bilan du « 10 mai 81 » - ce soi-disant « pas vers le socialisme » ou « moindre mal » que nous promettaient les directions du PCF ou de la LCR ! - balaie toutes ces utopies réformistes.

Aucune amélioration réelle n'est concevable pour les travailleurs sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. Deux questions sont centrales dans la vague actuelle de grèves : l'emploi et les salaires. Face à l'érosion dévastatrice subie par nos salaires, il faut arracher des augmentations massives de salaire. Mais si nous ne voulons pas que les capitalistes récupèrent par l'inflation ce qu'ils ont cédé, il faut imposer l'échelle mobile des salaires. Les manipulations des statistiques, les TUC et autres SIVP ne peuvent masquer le maintien du chômage à un niveau catastrophique. Et trois emplois sur quatre créés en 1988 sont en fait des contrats à durée déterminée. Le droit élémentaire au travail doit être inscrit bien haut sur les bannières de lutte. Il faut imposer la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières par l'échelle mobile des heures de travail, sans diminution de salaire. C'est sur cette base que la durée du travail sera déterminée.

Les capitalistes et leurs politiciens hurleront que de telles mesures élémentaires pour les masses travailleuses sont impossibles à accorder sans remettre en question le système économique. C'est bien la raison pour laquelle ce système doit disparaître ! L'exigence immédiate la plus vitale est l'expropriation des capitalistes. Pour reconstruire rationnellement la société en vue de satisfaire, non les profits, mais les besoins de tous, il n'y a pas d'autre issue que d'instaurer un gouvernement ouvrier révolutionnaire, qui étatisera les moyens de production et planifiera l'économie,



Photo Rush



AFP

Le chômage massif et l'horreur des crimes racistes : la décomposition du capitalisme.

volonté de combattre le gouvernement Mitterrand-Rocard - qu'elles ont largement contribué à porter au pouvoir. Comme le confessait Lajoie : « Nous, notre action ne vise nullement à déstabiliser le gouvernement Rocard » (*l'Humanité*, 1^{er} décembre 1988). Comment diantre le ferons-nous alors céder ?

En fait, la direction réformiste du PCF n'a pas d'autre objectif que de renouer une alliance de collaboration de classes avec les sociaux-démocrates et quelques politiciens bourgeois baptisés « de gauche ». Et pour séduire Mitterrand et la bourgeoisie qui estiment ne pas avoir grand besoin d'un PCF discrédité et trop marqué par ses liens avec Moscou, Marchais multiplie les plus serviles avances. Cet hiver, les députés du PCF faisaient passer, grâce à leur abstention, le scandaleux budget d'austérité.

Mais ce dangereux numéro d'équilibre du soutien « critique » à Mitterrand continue d'alimenter la crise interne permanente du PCF, déchiré entre ses militants qui veulent une politique vraiment communiste et ses bureaucrates, parés ou non de l'étiquette « reconstructeurs », qui veulent pouvoir aller sans entraves à la soupe. Gageons qu'après le résultat médiocre aux municipales quelques élus supplémentaires du PCF trouveront préférable pour assurer leur avenir de notables de suivre l'exemple du maire du Mans, qui a mis ses propres intérêts locaux avant la loyauté à la direction du PCF ! Mais c'est la politique de front populaire menée par le PCF lui-même qui crée les Rigout et autres petits Juquin. Les communistes n'ont décidément pas leur place dans le PCF !

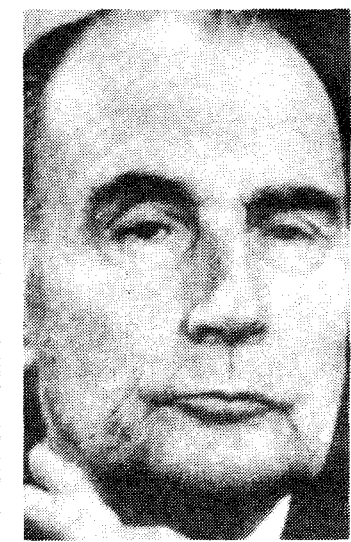
Devant cette crise de la direction de la classe ouvrière, des « coordinations » de grévistes ont fleuri dans plusieurs des dernières luttes. Mais, comme nous en faisons le bilan dans un précédent numéro de notre journal, ces « coordinations », souvent animées par des militants de LO et de la LCR (qui se disent trotskystes), ne sont qu'« une réponse partielle et déformée : ces structures sont simplement juxtaposées aux appareils syndicaux existants, soit qu'elles cherchent à faire pression sur ces appareils bureaucratiques [syndicaux] en les « surveillant » (ce qui revient à réagir après coup aux trahisons), soit qu'elles tentent de les « contourner » le temps d'une grève [...]. Ce dont les travailleurs ont aujourd'hui besoin, c'est de comités de grève démocratiquement élus et révocables à tout moment, dans des assemblées générales où les grévistes pourront déterminer majoritairement, en toute connaissance de cause, quelle stratégie appliquer. Dans ce cadre, les dirigeants syndicaux doivent briguer, sur leur programme, les suffrages des grévistes pour que leur politique de défense de l'ordre bour-

geois soit exposée directement devant les travailleurs mobilisés et que, dans le feu de l'action et sous les coups de boutoir des révolutionnaires luttant pour la direction des comités de grève, ils soient consciemment écartés » (*Le Bolchévik* n° 89, décembre 1988).

Pour balayer les bureaucrates réformistes, les révolutionnaires ne feront pas l'économie d'une bataille y compris dans les syndicats. Même n'organisant directement qu'une minorité des travailleurs, même accaparés et vidés de leur substance par les bureaucrates, les syndicats sont toujours considérés par les travailleurs comme leur organisation de défense élémentaire. Le devoir des trotskystes est de les arracher à la bureaucratie (dont le réformisme soumet finalement les syndicats à l'Etat bourgeois) pour les transformer en instruments de lutte de classe.

La LCR, au contraire, cherche à s'intégrer à la bureaucratie comme son aile gauche. Mais, quand, après une scandaleuse chasse aux sorcières anti-communiste, la bureaucratie de la CFDT l'a jetée comme un citron pressé, elle s'est réfugiée dans l'opération du syndicat SUD-PTT (Solidaire, unitaire et démocratique), séparant ainsi des masses certains de leurs éléments avancés, et sans les séparer du réformisme qui constitue le programme du nouveau syndicat. Cette opération de contournement des bureaucrates n'est pas sans rappeler l'habituel opportunisme sectaire de LO. Cette organisation, qui crée dès que possible son propre syndicat, n'oppose dans la pratique à la politique de collaboration de classes des bureaucrates qu'un programme réformiste plus combatif et une « démocratie » toute formelle. Seul un programme révolutionnaire, qui vise à une mobilisation systématique des masses pour la révolution socialiste, représente l'alternative à la politique front-populiste de collaboration de classes des PCF et autres PS.

C'est sur ce programme, sur lequel combat dès aujourd'hui la Ligue trotskyste pour regrouper et former des cadres révolutionnaires, que doit se construire, au cours de la lutte de classes prolongée qui s'annonce, le parti révolutionnaire. ■



Der Spiegel

Syigma

Janvier 1984 — Les flics de Mitterrand contre les grévistes de Talbot.

- par comparaison, ils seraient quinze mille à New-York, une ville d'une taille sans commune mesure !

Mais la bourgeoisie française a bien d'autres ambitions de régression sociale. « L'Europe de 93 » ne signifie rien d'autre qu'une exacerbation de la concurrence interimpérialiste qui se traduira, pour tous les travailleurs par un nivellement par le bas des acquis sociaux. Bérégovoy, le ministre de l'Economie, confiait récemment au *Nouvel économiste* qu'il fallait encore renforcer la « rigueur » au second semestre de 1989... Et les quelques concessions lâchées dernièrement risquent fort de ne pas résister longtemps aux appétits revanchards du patronat - les services économiques de Paribas prévoient déjà une inflation supérieure à 4 % pour cette année.

et ce dans le cadre des *Etats-Unis socialistes d'Europe*.

FORGEONS LE PARTI REVOLUTIONNAIRE !

Plus que tout mouvement, la grève générale a besoin d'un état-major capable de conduire à la victoire.

Les directions social-démocrates de la CFDT et de la FEN sont purement et simplement les agences du gouvernement dans le mouvement ouvrier. FO, en changeant de secrétaire général, n'a fait que changer de conseiller auprès de la bourgeoisie en désamorçage d'explosion sociale.

Les directions de la CGT et du PCF gèrent plus ou moins au coup par coup les luttes, mais sans aucune volonté de les généraliser parce que sans aucune

POUR CONTACTER LA LTF

Paris	Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tel: 42 08 01 49
Rouen	Spartacist BP 240 76003 Rouen Cedex Tel: 35 73 74 47
Lyon	Spartacist BP 7104 69353 Lyon Cedex 07 Tel: 78 58 62 17

Corse...

Suite de la page 1

« Il faut durcir », c'est le mot d'ordre qui court sur toutes les lèvres. D'où la multiplication des occupations.

Vers 14 heures, alors qu'après le déjeuner un bon millier de grévistes est revenu devant la préfecture, les CRS à l'abri derrière les grilles tirent les premières grenades lacrymogènes. La foule reflue, puis se regroupe et revient sur la place rejointe par d'autres qui accourent au bruit des détonations. Au passage, quelqu'un crie : « On a l'habitude. » Mais vers 16 heures, les CRS et les gardes mobiles avancent, menaçants. Ils tirent des grenades offensives. Les rideaux des commerçants sont baissés. Les rues sont vidées de leurs voitures. Les gaz envahissent tout le centre-ville. C'est la première fois que les flics pourchassent si loin et si violemment les grévistes. Dans la fumée âcre, des barricades de fortune se forment. Sur la place Saint-Nicolas, on se sert de stands de marchands de gaufres et de barrières métalliques. En bas de l'avenue Sébastiani, dans le fracas assourdissant d'une grenade, un homme tombe, blessé à la jambe par un éclat. Un attroupement. Des cris de colère. On entend « I fusili » (les fusils) ! Les flics continueront à tirer à tir tendu. « Vers 19 heures, deux délégués syndicaux, MM. Jean-Claude Graziani, CGT, et Antoine Mariotti, CFDT, étaient reçus par le préfet de la Haute-Corse à qui ils demandaient "le retrait des forces de l'ordre avant la nuit" » (Corse matin, 29 mars). A la tombée de la nuit, les chiens de garde du capital se retireront dans les jardins de la préfecture avec une dizaine de blessés.

SIX SEMAINES DE GREVE POUR LA « PRIME D'INSULARITE »

La CGT « a chiffré la dépense supplémentaire qui est engagée par un fonctionnaire de 2 500 francs par mois, en plus, pour l'ensemble de son activité et dans l'île et hors de l'île », et un rapport de l'INSEE a « donné Ajaccio et Bastia comme les villes les plus chères de France », explique Claude Cassé. La revendication principale de tous les syndicats : prime « de vie chère » ou « d'insularité ». La CGT et FO réclament également le classement de la Corse en « zone 0 », qui signifierait une augmentation des salaires des fonctionnaires de 2 à 3 %.

La grève vient de loin. Tout a commencé avec les PTT qui avaient déjà fait un mois de grève en novembre-décembre 1988, avec comme revendication « égalité de pouvoir d'achat entre fonctionnaires de Corse et du continent », et qui ont repris leur mouvement le 22 février. La grève, partie du centre de tri et des guichetiers, s'est étendue aux impôts et a touché Bastia puis Ajaccio, avec occupation des centres de tri. Début mars, la grève accélère brusquement et se propage de proche en proche à toutes les administrations et services sociaux.

Le 15 mars, c'est toute la fonction publique qui défile dans les rues.



La Provençal La Corse

Judi 30 mars — Les manifestants brûlent en effigie le ministre du Budget Charasse après ses déclarations insultantes.

« C'est la première fois qu'on voit ce type de mouvement en Corse [...]. On a réussi à faire des rassemblements qu'on n'a jamais réussi à faire » par le passé, nous déclare Claude Cassé. La semaine du 20 mars, le blocus des ports par les marins pêcheurs et la grève des pompiers sur les aéroports isolent le continent de l'île. Mardi 28, les personnels au sol d'Air France et d'Air Inter ferment de nouveau les aéroports de Bastia et d'Ajaccio. Ils se battent pour la titularisation de dix vacataires. Ce qu'on appelle une grève !

LA GREVE DOIT S'ETENDRE ET GAGNER !

L'ensemble des fonctionnaires corses exigent contre les miettes injurieuses du gouvernement une réelle amélioration de leur pouvoir d'achat. La fonction publique représente 70 % des salariés. Leur détermination peut entraîner dans la lutte et aider à la victoire des autres travailleurs, ceux du privé qui sont, pour la majeure partie, dans de minuscules entreprises où le Code du Travail est un chiffon de papier, où le patronat paie bien souvent en-dessous du SMIC et où le syndicat est quasi inexistant. Une partie importante de ces travailleurs sont des immigrés, marocains, algériens, tunisiens, portugais. Ils sont surexploités dans le bâtiment, premier employeur du secteur secondaire, et dans les entreprises agricoles. Ils sont relégués dans des ghettos sordides quand ils ne dorment pas dans d'ignobles baraquements sur leur lieu de travail. Les directions syndicales, et en particulier la CGT quasi hégémonique dans le mouvement, ont le devoir d'entraîner dans la grève tous les ouvriers de l'île !

Qui oserait dire que l'on peut vivre décemment à Bastia, Marseille, Lyon ou Paris avec les salaires actuels. Depuis sept mois, on a assisté partout à des grèves, catégorie par catégorie, pour des augmentations massives de salaire. La revendication de « prime d'insularité » qu'avance la direction de la CGT, mais qui « insularise » la grève, devrait avoir été déjà transformée dans une revendication pour le relèvement des sa-

laire de toute la fonction publique et de tous les travailleurs, en Corse et sur le continent. Il est certain que ceux qui se sont battus les uns après les autres dans les derniers mois observent avec le plus vif intérêt la grève en Corse et pourraient répondre à un appel sérieux à rejoindre la lutte. Même si la Corse est isolée par de l'eau salée, la jonction peut se faire avec la fonction publique mais aussi avec les marins, les dockers par exemple. Déjà la solidarité existe : quand José Rossi, président UDF du conseil régional de Corse-du-Sud, injurieux, affirmait qu'une partie de l'« en-



Le Bolchévik

Judi 30 mars — Manifestation devant la préfecture de Bastia

veloppe de continuité territoriale » disparaissait dans les poches des dockers marseillais, leurs camarades de Bastia, bien moins payés qu'eux, se sont mis immédiatement en grève ! (A ce propos, une grève passant la Méditerranée serait une juste revanche pour les morts cégétistes assassinés sur les docks à la fin des années 40 par la mafia corse financée par la CIA et soutenue par Defferre.) Mais pour organiser une telle extension vers une grève générale, il faut une volonté politique — une direction déterminée à rompre avec les Mitterrand, Rocard et leurs suivistes de gauche.

LE MOUVEMENT OUVRIER NE DOIT PAS LAISSER LE TERRAIN AUX NATIONALISTES

S'il n'y a pas aujourd'hui de « nation corse », il existe néanmoins un problème national corse. Et c'est la lutte des classes qui tranchera dans quel sens il se résoudra. L'Etat central a historiquement traité l'île comme un territoire de seconde zone. Des signes qui ne trompent pas : de 1818 à 1910, les importations étaient détaxées et les exportations lourdement imposées. L'économie a été maintenue en état de sous-développement et, aujourd'hui, l'île importe la plupart de ses besoins alimentaires, sans parler des biens manufacturés. Pendant la Première Guerre mondiale, le taux de pertes parmi la jeunesse corse fut disproportionné : un

mort pour sept ou huit habitants, et rappelle le traitement barbare réservé aux troupes coloniales. De plus, la Corse sous-développée est soumise au régime arriéré des clans — véritables parasites qui vivent du détournement quasi officialisé des prébendes de l'Etat central et qui se maintiennent par un clientélisme évoquant la Sicile. Tout le monde sait où va la fameuse « enveloppe de continuité territoriale » : engraisser les clans qui, se parant des étiquettes Radicaux de gauche, RPR et autres « bonapartistes », maintiennent l'île, avec le soutien de l'Etat, dans un état d'arriération profitable. Il y a toutes les chances que, pour casser ce régime multiséculaire, il y ait besoin d'une révolution sociale !

Le gouvernement et une fraction de l'opinion bourgeoise traitent les Corses avec un mépris et une arrogance dédaigneuse qui ne peuvent que donner raison aux sentiments nationaux des insulaires. Ainsi, Gérard Dupuy dans son édito du *Libération* du 23 mars appelait en substance à larguer les amarres et laisser croupir les Corses plutôt que de satisfaire les revendications « aux frais des contribuables français ». Dans son billet du *Monde* (30 mars), Claude Sarraute reprenait crûment le thème qui commence à se propager : « Et à défaut de les faire bosser, les Corses, [le FMI] saura faire travailler leur argent. » Néanmoins, la bourgeoisie française n'est évidemment pas prête à lâcher la Corse qui joue toujours un rôle stratégique en Méditerranée.

Mais toute cette arrogance n'est que pain béni pour les nationalistes petits-

bourgeois qui sont fondamentalement opposés à la grève des fonctionnaires. Ainsi, à l'issue des manifestations du samedi 1^{er} avril qui ont rassemblé derrière une même bannière les nationalistes et les « socio-professionnels » (petits patrons, artisans, professions libérales), Edmond Siméoni, l'idole des nationalistes, a demandé « à l'Etat et aux syndicats de se concerter sans délai et sans préalable » (*l'Humanité*, 3 avril). C'est-à-dire qu'il demande aux syndicats d'aller à Paris et de « négocier » les quelques dizaines de francs octroyés par Mitterrand et Rocard. Ce qu'il veut, c'est, comme il déclare lui-même, « une indemnité, même temporaire [!] pour permettre la reprise du travail » (*Corse matin*, 24 mars). De son côté, un « permanent politique » de « A Cuncolta Naziunalista », à propos de la revendication centrale des employés de la fonction publique, nous déclarait : « C'est privilégier une classe déjà hyper-protégée. »

Après avoir brisé la grève pendant trois semaines, y compris dans les PTT où il se dit bien implanté, le Sindicatu di i travagliadori corsi (STC), nationaliste, a rejoint le mouvement qu'il ne pouvait ignorer au risque de disparaître. Mais en refusant d'étendre sérieusement la grève, y compris sur l'autre rive de la Méditerranée, la direction réformiste de la CGT risque de laisser le terrain aux nationalistes du STC (qui appellent à une grève générale de l'île) ou de la

Suite page 14

**MAI 68 :
REVOLUTION SABOTEE**

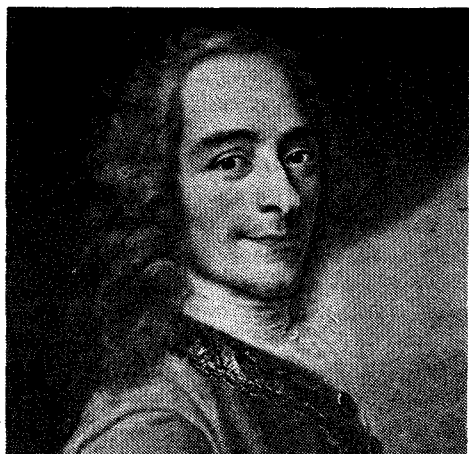
**Commandez la brochure
de la LTF**

20F port inclus
Ecrire au Bolchévik
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Religions...

Suite de la page 5

La bourgeoisie alors révolutionnaire a repoussé la religion dans la sphère des activités privées – un acquis démocratique d'une portée immense que les marxistes défendent en exigeant la séparation la plus stricte de l'Eglise et de l'Etat. Comme Marx l'a dit, « *chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux et corporels [sexuels], sans que la police y fourre le nez* » (*Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand*, 1875). Mais aujourd'hui, dans les pays qui n'ont jamais connu de révolution bourgeoise et qui gémissent



Cl. Guilleu-Lagache

Voltaire

sous le joug des régimes néo-coloniaux nationalistes, ce simple droit démocratique n'existe pas. Sur vingt et un Etats arabes, vingt ont inscrit la religion dans leur Constitution (cf. Albert Memmi, *le Monde*, 29 mars). L'absence ou le caractère inachevé des révolutions démocratiques bourgeoises dans les pays néo-coloniaux trouve son expression la plus nette et la plus cruelle dans l'oppression effroyable qu'y subissent les femmes, qu'il s'agisse de la *suttee* (« suicide » forcé des veuves) en Inde, de l'excision dans certaines parties de l'Afrique noire ou des dispositions barbares de la *charia* islamique.

CONTRE L'OPIUM DU PEUPLE

Les philosophes des Lumières savaient bien que la liberté de conscience dont ils se réclamaient n'était, pour reprendre l'excellente formule de l'écrivain Manuel de Diéguez dans une lettre publiée par *le Monde* du 4 mars, qu'un « *concordat entre la pensée et le sacré* ». Le si anticlérical Voltaire se demanda : « *Que répondre à un homme qui vous dit qu'il aime mieux obéir à dieu qu'aux hommes, et qui, en conséquence, est sûr de mériter le ciel en vous égorgant ?* » Même un Mirabeau, partisan d'une monarchie constitutionnelle, se méfiait du mot « Tolérance », « *tyrannique en lui-même* », « *puisque l'existence de l'autorité qui a le pouvoir de tolérer, atteinte à la liberté de penser, par cela même qu'elle tolère et qu'ainsi, elle pourrait ne pas tolérer* » (cité dans la préface de Rita Hermon-Belot à *l'Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs* de Grégoire).

Mais, en cette année du bicentenaire de 1789, la « France des droits de l'homme » méditerranéenne présente le règne démocratique bourgeois idéal de la tolérance comme le meilleur des mondes possible. Et les organisations « antiracistes » comme SOS-Racisme, adepte du prosélytisme au profit de la social-démocratie, et autres France Plus ne peuvent que renforcer le désespoir des opprimés, préparant ainsi le terrain aux intégristes. Avec toute la France « officielle » s'empressant de renier tout ce qui est arrivé dans la Révolution française après 1789, c'est-à-dire tout ce qui était révolutionnaire, c'est un signe de la dégénérescence complète de l'ordre bourgeois actuel que même la conception de tolérance ait été complètement dénaturée. « Tolérance », le

« droit » à la différence est opposé par les politiciens bourgeois aux pleins droits de citoyenneté pour les immigrés. « Tolérance » est la façade derrière laquelle croissent la ségrégation et les crimes racistes.

Dans le monde bourgeois réel, les coins de fer de l'exploitation capitaliste rivent l'immense majorité de la population à une vie d'oppression et de misère. Il revient au matérialisme historique – au marxisme – de montrer que la libération des consciences de la fantasmagorie religieuse est inséparable de la libération de l'humanité des chaînes de l'exploitation de classe et de montrer concrètement les voies de cette libération. « *Toute religion, écrit Engels, n'est que le reflet fantastique, dans le cerveau des hommes, des puissances extérieures qui dominent leur existence quotidienne, reflet dans lequel les puissances terrestres prennent la forme de puissances supra-terrestres* », puissances naturelles mais aussi « *puissances [sociales] qui se dressent en face des hommes [...] et les dominent avec la même apparence de nécessité naturelle que les forces de la nature elles-mêmes* » (*Anti-Dühring*). Pour que la société tout entière puisse enfin se débarrasser de ces reflets fantastiques, il faudra qu'elle se soumette ces puissances sociales incontrôlées qui la dominent « *par la prise de possession et le maniement planifié de l'ensemble des moyens de production* » (*Ibid.*) – autrement dit la révolution socialiste. Car, pour les marxistes, il est bien sûr hors de question d'« abolir » la religion ou la divinité par on ne sait quel décret : il s'agit de jeter les bases matérielles qui permettront à l'humanité de se libérer de ces fantasmagories.

Dans ce pays gangrené par la ségrégation et la terreur anti-immigrés, où des siècles de colonialisme ont semé profondément dans la société un mépris

Corse...

Suite de la page 13

Cuncolta Naziunalista qui pourraient bien jouer les Chevaux de Troie pour le gouvernement en acceptant de s'asseoir à une « table ronde » en échange de quelques miettes pour remettre au travail les grévistes. Ainsi, une membre de la direction du STC déclarait à notre envoyé spécial en Corse sur les raisons pour lesquelles le syndicat nationaliste a été reçu par un représentant du gouvernement à Paris : « *Si on a été reçus à part des autres organisations syndicales – l'explication officielle de l'Etat a été de dire qu'on posait également des problèmes politiques et qu'il n'y avait qu'avec le STC qu'on pouvait aborder ces problèmes politiques.* » En effet, ce que cherchent au fond les nationalistes, c'est dans l'immédiat un partage des subventions de l'Etat, au

URSS...

Suite de la page 6

brûlaient d'impatience à l'idée de visiter une église en état de fonctionnement. Quand elles en eurent finalement l'occasion à Irkoutsk, la plupart d'entre elles furent réfolées à la porte parce qu'elles portaient des pantalons et non des robes. Elles voulaient l'Eglise orthodoxe russe et elles l'ont eue !

Boris, notre guide, était un personnage intéressant. Il fait consciemment partie de l'élite soviétique. [...] Boris a été exempté du service militaire parce qu'il suivait un programme particulier en langue. Malgré tout, il a le grade de lieutenant dans l'Armée rouge. Je lui ai demandé ce qu'il pensait de la *perestroïka* et du fait que, pour la première fois depuis la révolution, il pourrait y avoir du chômage en URSS. « *C'est très bon* », a-t-il répondu, « *ça*

raciste contre les peuples de culture islamique, des révolutionnaires marxistes dignes de ce nom doivent être au premier rang des luttes contre les attaques et les discriminations racistes (y compris les entraves à l'exercice de leur culte) que subissent les immigrés. Dans ce coude à coude fraternel de la lutte de classe, ils ne distingueront jamais entre croyants et non-croyants. Mais des révolutionnaires marxistes dignes de ce nom ont aussi le devoir d'expliquer franchement à leurs frères de classe croyants qu'au lieu de chercher un sens à leur misère d'ici-bas dans les mirages de la religion, ils feraient mieux de chercher à comprendre le monde réel, en matérialistes, pour pouvoir l'empoigner à bras-le-corps et le transformer en un monde plus humain.

La Révolution russe d'Octobre 1917 a apporté concrètement la démonstration éclatante que la victoire de la révolution prolétarienne ouvrait la voie à un progrès social et culturel inimaginable sous le capitalisme. Ainsi, dans le domaine de la condition des femmes – un des indicateurs les plus exacts du niveau de progrès social – la république des soviets établit en l'espace de quelques années des acquis démocra-

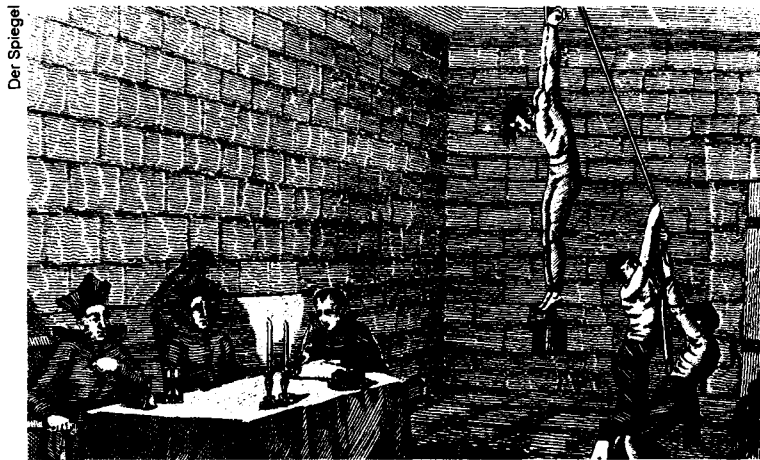
profit de tous les patrons de l'île et pas seulement de quelques clans corrompus ou compagnies en situation de quasi-monopole.

Les manifestations des nationalistes en bloc avec les « socio-professionnels » sont instructives à plus d'un titre. Elles montrent que, contre l'Etat – le représentant du capital –, les couches petites-bourgeoises peuvent rallier les travailleurs en lutte, mais elles montrent aussi qu'une direction ouvrière avec un programme prolétarien doit se mettre à la tête de ces masses au risque sinon de voir une direction hostile au prolétariat s'en emparer. Le STC, regroupement dans l'arène syndicale de divers courants nationalistes avec l'apport des membres ou ex-membres du groupe corse de la LCR, a en toute logique nationaliste fondu ses rangs parmi les « socio-professionnels » dans les manifestations du 1^{er} avril et plus généralement de façon permanente dans l'Unita naziunalista. Ce que veu-

fera remuer leur cul à ces flemmards ».

[...] Il connaît son histoire de la Russie de fond en comble, mais mes questions sur Octobre n'ont provoqué qu'un minimum de réponses. [...] Boris est, bien sûr, membre des Komsomol et pose sa candidature pour être membre du parti cette année.

C'est en Ouzbékistan que la nature des acquis révolutionnaires que nous défendons me frappa le plus. Dans cette partie du monde qui était en plein Moyen Age en 1917, les gens semblent avoir le même niveau de vie qu'à Moscou. Là où l'islam dominait et les femmes étaient achetées et vendues comme du véritable bétail, on peut voir aujourd'hui des femmes intégrées à tous les niveaux de la société. Et il y a des Européens à peau claire et des Ouzbeks à peau mate, mais on ne trouve pas la séparation de couleur à Boukhara ou Tachkent. On peut voir des couples



La sainte Inquisition : l'horreur du fanatisme catholique

tiques et sociaux qui dépassaient de loin les pays capitalistes les plus avancés : pleine égalité devant la loi, droit au divorce et à l'avortement, campagnes d'alphabétisation et d'éducation sur le contrôle des naissances, et dans le même temps les bolchéviks jetaient les bases (dans les limites matérielles de l'affreuse pauvreté de l'URSS assiégée) de la socialisation des tâches ménagères, pour arracher les femmes travailleuses à l'esclavage domestique. Et dans l'Asie centrale musulmane, une des régions les plus arriérées de l'ancien empire tsariste, la Révolution bolchévique libéra les femmes de l'effroyable oppression qu'elles subissaient dans les sociétés traditionnelles – cette même oppression pour le maintien de laquelle se bat la chouannerie afghane soutenue par l'Occident et Khomeiny.

Le prolétariat international, dans sa lutte pour libérer l'humanité du joug de l'exploitation capitaliste, continue le combat de tous les ennemis de l'oppression qui, au cours des siècles et dans toutes les civilisations, ont lutté pour libérer le genre humain des chaînes de la souffrance et de l'ignorance, qu'ils s'appellent Ibn Rushd (Averroès), Spinoza ou Diderot. ■

lent, avec leur « autodétermination », les nationalistes petits-bourgeois, c'est le développement d'une réelle bourgeoisie autochtone exploitant son propre prolétariat. Perspective désastreuse qui ne pourrait signifier qu'une exploitation et une oppression accrues dans une petite île sous-développée. Les nationalistes du FLNC ont donné un avant-goût de leur programme avec leurs attentats chauvins contre des enseignants originaires du continent et aussi avec le crime raciste perpétré le 2 janvier 1986 à Ajaccio contre deux soi-disant « dealers » – tunisiens –, attentat désavoué ultérieurement par le FLNC mais bien dans la logique extrême du nationalisme.

Une chose est évidente, c'est la lutte de classe qui est à l'ordre du jour, comme les dernières semaines l'ont amplement démontré. Aucune confiance dans les nationalistes ! Aujourd'hui le terrain reste et doit rester aux travailleurs en lutte. ■

mixtes déambuler dans les rues sans crainte de se faire agresser.

Là, nous n'avons pas trouvé le genre de grenouilles de bénitier qu'on a à Moscou. Là-bas, les gens savent ce que l'islam veut dire et ils ne veulent pas faire machine arrière. Je n'ai vu aucune femme porter le voile. La plupart des mosquées sont des musées ou des maisons de thé, bien qu'il en existe quelques-unes qui sont toujours utilisées. A Tachkent, notre guide nous montra la vieille Madrassa (école coranique, maintenant musée), « *où ils avaient l'habitude de jeter du haut des minarets les femmes qui avaient commis l'adultère* ». Puis elle nous montra un grand building moderne de l'autre côté de la rue et rajouta : « *C'est l'Hôtel de Moscou, le plus grand building de Tachkent. Après la révolution, les femmes pensèrent à jeter les hommes adultères d'en haut, mais elles décidèrent que cela ferait un trop gros tas.* » ■

Nationalisme québécois...

Suite de la page 16

les aspects de l'idéologie nationaliste, y compris sur la question de la langue. Soulignant que cette loi 101 était particulièrement discriminatoire contre les immigrants – car beaucoup d'entre eux parlaient déjà ou essayaient d'apprendre l'anglais comme première langue pour une insertion sociale en Amérique du Nord – nous avons opposé la revendication de *droit linguistique égal pour tous*. Au contraire, le reste de la gauche soutint la loi 101, se faisant le champion d'« un Québec français unilingue », et tenta de donner au nationalisme bourgeois une couverture « socialiste ».

Les nationalistes récoltent aujourd'hui l'ivraie qu'ils ont semée. La classe ouvrière se trouve encore dans un état de prostration après l'assaut antisindical du Parti québécois. Aujourd'hui, la nouvelle montée du nationalisme est très largement dominée par les réactionnaires. Et on assiste à une sinistre intersection avec le racisme pur et simple.

Avec le taux de natalité au Québec, l'un des plus bas dans le monde, dans trois ans la moitié des élèves de Montréal seront des enfants d'immigrants. Bien qu'ayant suivi un enseignement en français, peu d'entre eux sont en voie d'assimilation dans la société québécoise. De plus, comme dans le reste de l'Amérique du Nord, la désindustrialisation capitaliste signifie que les emplois sont largement dans les services et les secteurs de haute technologie; et soit pour servir un McPoulet dans un McDonalds du centre de Montréal, soit pour faire un travail sur un ordinateur sophistiqué pour le marché nord-américain, on a besoin de connaître l'anglais.

En plus, dans les quinze dernières années, Montréal a vu un afflux important d'immigrants non blancs (noirs antillais, sud-asiatiques) qui constituent à peu près 10 % de la population de cette ville. À l'exception des Haïtiens francophones (et dont la langue n'est pas une protection contre la terreur raciste), la grande majorité parle anglais. Le résultat est un bouillon de culture fertile pour les démagogues nationalistes pour aviver l'agitation contre les immigrants, en mobilisant la petite-bourgeoisie québécoise autour du cri de guerre de « défense de la loi 101 ». N'ayant rien appris de l'expérience des dix dernières années, la plupart des militants de gauche du Québec ont accueilli à bras ouverts cette nouvelle montée du nationalisme en l'affublant du qualificatif « progressiste » ou même « révolutionnaire ».

LA GAUCHE QUEBÉCOISE EMBOURBÉE DANS LE NATIONALISME

La Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR, organisation sœur du Socialist Workers Party américain) a toujours soutenu avec enthousiasme la loi 101 et le nationalisme québécois en général. Lorsque la loi a été promulguée, la LOR a attaqué le gouvernement du Parti québécois de la droite, le dénonçant pour « prendre des gants » vis-à-vis des élèves de Montréal qui ne voulaient pas être forcés à aller dans les écoles francophones. Aujourd'hui la LOR donne aux manifestations nationalistes un soutien inconditionnel et acritique, et organise en même temps des plates-formes unitaires avec le Parti indépendantiste de droite, dont certains membres ont été aussi à l'origine des manifestations racistes anti-immigrants.

La Gauche socialiste (GS), représentant l'aile du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » sous la houlette d'Ernest Mandel, a été presque

aussi servile. Partisane à fond de l'indépendance du Québec (même quand la plupart des nationalistes y avaient perdu tout intérêt), la GS déclare que c'est « seulement l'affirmation d'un pôle ouvrier et socialiste qui permettra d'aller jusqu'au bout dans la lutte nationale [...] » (*Combat Socialiste*, juin 1988). Ils clament haut et fort, dans le style péquiste, que « le centre-ville de Montréal se fait de plus en plus "bilingue", ce qui n'est jamais qu'une étape vers le retour à l'unilinguisme anglais [...] » (mai 1988).

Dans son enthousiasme vis-à-vis des mobilisations nationalistes, la réaction de la GS à cette montée aiguë du racisme a été scandaleuse. En réponse au meurtre brutal d'Anthony Griffin par la

« un produit des luttes populaires » et défend ses restrictions discriminatoires sur la langue de l'enseignement. Et ce, contrairement à Lénine qui écrivait en 1913: « Le programme national des marxistes tient compte des deux tendances en défendant, en premier lieu, l'égalité des nations et des langues, l'opposition à tout privilège quel qu'il soit à cet égard » (« Notes critiques sur la question nationale », *Oeuvres*, tome 20). Lénine soulignait qu'« aux querelles nationales que se livrent entre eux les différents partis bourgeois pour des questions de langues, etc., la démocratie ouvrière oppose la revendication suivante: unité absolue et fusion totale des ouvriers de toutes les nationalités dans toutes les organisations ouvrières

révolutionnaire internationaliste conséquent. Alors que le GMR sombrait dans le cloaque du nationalisme (pour ré-émerger sans avoir absolument rien appris), les staliniens « m-l » mélangeaient un certain rejet du nationalisme québécois avec un antisoviétisme viscéral qui les menaient tout droit à un « front unique » avec la bourgeoisie canadienne. Le plus important d'entre eux, le soi-disant Parti communiste ouvrier, appelait ouvertement à la construction de l'armée bourgeoise canadienne. En 1982, les vents glacés de la guerre froide avaient fini par complètement balayer ces groupes.

Action socialiste a également, et de manière révélatrice, embrassé les causes célèbres antisoviétiques du Ministère des Affaires extérieures. Ne prenant nulle part la défense de l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution, AS se fait le champion de mouvements soutenus par la CIA tels que Solidar-nosé en Pologne, et dénonce comme une « guerre d'occupation » la juste intervention soviétique en Afghanistan en 1979 contre la bande de coupeurs de gorges islamiques théocratiques et réactionnaires. Si l'Histoire ne se répète pas comme une farce (ou pire), les meilleurs éléments de la gauche québécoise et du mouvement ouvrier doivent rompre avec tous les aspects du nationalisme et de l'antisoviétisme.

Depuis notre fondation en 1975, la Trotskyist League, section canadienne sympathisante de la tendance spartaciste internationale, a lutté, seule, pour la perspective d'une unité de classe révolutionnaire binationale dans laquelle le prolétariat combatif du Québec doit nécessairement constituer une avant-garde pour la révolution socialiste en Amérique du Nord. Nous avons prévenu que la venue au pouvoir du Parti québécois produirait exactement ce que Lévesque a forgé: un gouvernement férocement antiouvrier, utilisant la fleur de lys pour tromper les ouvriers pendant qu'il leur coupait la gorge. Nous avons défendu le droit du Québec à l'indépendance, non pas parce qu'une séparation serait « progressiste » mais parce que la soumission nationale forcée du Québec par le Canada anglais est une barrière à l'unité de classe des prolétariats anglophone et francophone de l'Amérique du Nord.

Aujourd'hui, la dangereuse montée du nationalisme de droite, ouvertement chauvin, souligne encore plus clairement que les ouvriers du Québec ne trouveront leur libération sociale et nationale que dans le cadre d'une révolution socialiste en Amérique du Nord. Rejoignez notre combat pour un parti ouvrier révolutionnaire binational et multiracial, instrument nécessaire pour l'émancipation des travailleurs.



sans crédit

En janvier 1983, les syndicalistes québécois manifestent contre les attaques antisyndicales du gouvernement du Parti québécois de Lévesque.

police, *Combat Socialiste* de mars 1988 publia un entrefilet en page 2 qui mentionnait le mot racisme une fois et principalement pour souligner que les flics s'attaquaient aussi aux « classes populaires de la population blanche »! Le nationalisme de la GS, au mieux insensible sur la question du racisme, est si profond qu'en dépit de sa « fusion » autoproclamée avec Socialist Challenge anglo-canadien, elle maintient un veto politique inconditionnel: « [...] si jamais il arrivait que les divergences politiques correspondent aux provenances nationales, le congrès pancanadien ne pourra pas renverser les décisions de la conférence nationale du Québec » (juin 1988), et, « certes », rajoute la GS sans honte, « cela s'écarte quelque peu du modèle centraliste classique [...] ». C'est le moins qu'on puisse dire.

Action socialiste (AS) est une organisation plus contradictoire et cherchant à être plus à gauche, issue au début de 1986 d'un groupe d'étudiants de Montréal. Dénonçant la Gauche socialiste comme des « nationalistes jusqu'au bout des doigts », AS s'oppose à la revendication d'un Québec indépendant et affirme avec juste raison que « le mouvement national au Québec se recompose présentement à droite et s'alimente à même la xénophobie et le racisme » (*Socialisme Maintenant*, février 1987). Sa réponse à la manifestation du 17 avril 1988 fut de mettre en garde « toutes les forces progressistes » qu'« il ne peut en aucun cas être admissible [...] de se rapprocher de cette droite ultra-conservatrice anti-ouvrière et xénophobe qu'incarnent la Société Saint-Jean-Baptiste et le Mouvement National des Québécois » (juin 1988). Et à la différence de la majorité de la gauche, AS est intervenue activement dans des actions pour protester contre le meurtre d'Anthony Griffin, appelant à une lutte « ferme et offensive » bien qu'au travers d'un vague « vaste mouvement populaire contre le racisme ».

Mais Action socialiste est loin d'offrir une alternative révolutionnaire. D'abord, elle soutient la loi 101 comme

[...] contrairement à ce que prêchent tous les nationalistes bourgeois. »

Et les positions internationales d'AS sont encore plus fausses et plus dangereuses. Alors qu'elle rejette les aspects du nationalisme dans son pays, elle donne un soutien sans critique aux divers nationalistes petits-bourgeois ailleurs, tel le Front démocratique révolutionnaire salvadorien. Les trotskystes, au contraire, défendent militamment de tels mouvements contre l'impérialisme, mais ne donnent aucun soutien à leur politique de collaboration de classes et luttent pour construire des partis révolutionnaires prolétariens dans tous les pays.

La leçon principale de l'écroulement spectaculaire de la gauche québécoise des années 70 (que ce soit les groupes mao-staliniens qui comptaient alors des milliers de membres, ou le Groupe marxiste révolutionnaire, prédécesseur de la GS), c'est la nécessité d'un programme

Spartacist Canada

Journal de la Trotskyist League of Canada

N° 72, automne 1988
25 ¢ (16 pages)

\$ 1.00 pour un abonnement de quatre numéros

Adresser vos règlements à :
Spartacist Canada Publishing
Box 6867, Station A
Toronto, Ont. M5W 1X6, Canada

Toronto, August 13: Trotskyist League joined hundreds of demonstrators protesting racist cop murder.

Chanting "2, 4, 6, 8, Canada, A Racist State!" nearly 1,000 demonstrators took to Toronto's streets August 13, outraged at the cop's racist murder of 44-year-old Lester Donaldson. In a corner store along the march an elderly Italian shopkeeper explained to a customer, "The police are killing all the black people—and it's been happening all across North America. Anthony Griffin blown away in Mon-tréal, killed by Los Angeles cops in 1983; Eleanor Bumpus, gunned down in New York in 1984 for falling behind on her rent; Loyal Garner, beaten to death by cops in East Texas last Christmas. And most hideous of all, eleven men, women and babies of the MOVE commune in Philadelphia—incinerated by firebombs in 1985, a whole Black neighborhood burned down, the massacre given the broadest at the highest levels of power.

In August 1982 the cops first came after Lester, assaulting him in his home, leaving him with a serious shoulder injury, then framing him for assault. (continued on page 12)

Nationalisme, racisme et la gauche québécoise

Le 12 mars dernier, plus de 60 000 personnes manifestaient dans les rues de Montréal pour un « Québec français ». Cette manifestation venait après une série de mobilisations nationalistes au Québec. L'article ci-dessous, traduit de Spartacist Canada (n° 72, automne 1988), organe de nos camarades de la Trotskyist League of Canada, traite de la nouvelle montée du nationalisme québécois et de la réponse révolutionnaire.

Le 17 avril 1988, plus de 25 000 personnes manifestaient à Montréal en défense de la loi 101, la législation sur l'usage exclusif du français mise en place par le gouvernement du Parti québécois au pouvoir de 1976 à 1985. Exigeant du régime du Parti libéral de Bourassa l'application de la loi 101 qui interdit l'affichage en anglais, des milliers de jeunes se sont joints au leader du PQ Jacques Parizeau, au chef du NPD [Nouveau parti démocratique, social-démocrate] du Québec Roland Morin et aux dirigeants des trois centrales syndicales. Les manifestants se sont rassemblés derrière les bannières réactionnaires de la Société Saint-Jean-Baptiste et du Mouvement national des Québécois. La gauche débordait d'enthousiasme. Selon le groupe Gauche socialiste, c'était « un sursaut de résistance », « la première salve d'un nouveau cycle du mouvement national [...] ». Heureusement nous n'en sommes qu'au tout début du processus [...] » (Combat Socialiste, mai 1988).

En un contraste frappant, les syndicats et les organisations de gauche brillaient, pour la plupart, par leur absence, lorsque 800 manifestants, principalement noirs, protestaient le 27 février 1988 contre l'acquittement du flic meurtrier d'Anthony Griffin, un jeune Noir de Montréal. Il y aurait dû avoir une protestation militante de masse de tout le mouvement ouvrier de Montréal contre cette brutale exécution raciste, aujourd'hui officiellement approuvée par l'Etat capitaliste.

Au Québec aujourd'hui, on assiste à la croissance rapide du mouvement nationaliste de droite, au mieux indiffé-

rent, au pire intégrant les formes les plus grotesques du racisme et du chauvinisme. La revue sud-asiatique *Montreal Serai* de décembre 1987 rapportait comment « un groupe assez important d'activistes, dont plusieurs appartenaient à la Société Saint-Jean-Baptiste, ont organisé une manifestation devant

en Allemagne », déclarait un commerçant immigré iranien qui a grandi dans l'Allemagne nazie. « D'abord ils peignaient des étoiles [de David] sur les vitrines et tout le monde riait » (Gazette, 23 juin 1988).

Il y a vingt ans, l'opposition au chauvinisme généralisé anti-français de

restreignait sévèrement l'utilisation de l'anglais, obligeait dans le même temps tous les nouveaux immigrants à suivre un enseignement en français. A cette époque, nous écrivions : « La loi du Parti québécois contient certaines réformes évidemment démocratiques, tel le droit inconditionnel d'utiliser le

Le Journal de Montréal

Montréal, 12 mars — Plus de 60 000 personnes derrière les drapeaux fleurdelisés manifestent pour un « Québec français ».



les bureaux de l'Immigration au Québec contre l'arrivée des « boat people » de Sri Lanka et de l'Inde. Criant des mots d'ordre horriblement xénophobes contre les « immigrants », ils ont défilé dans la rue en hurlant contre la « destruction de l'héritage et de la culture du Québec ».

Et dans la nuit du 22 juin, pour la deuxième fois dans le mois, des hooligans nationalistes ont envahi le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, dans l'ouest de Montréal, quartier dans une large mesure noir et anglophone. Ils ont dévasté plus de 20 magasins et écrit à la peinture marron des « 101 » sur les vitrines portant des affiches en anglais. « C'est comme ça que ça a commencé

l'arrogante bourgeoisie anglo-canadienne a nourri la montée du prolétariat le plus combatif et la plus grande « extrême gauche » organisée au nord du Mexique. La combativité de la classe ouvrière du Québec a conduit, en 1972, à une grève générale semi-insurrectionnelle, la plus explosive des batailles de classe dans l'histoire de la classe ouvrière nord-américaine. Mais la bureaucratie syndicale, acclamée par la gauche, usant d'un langage « socialiste », a conduit les ouvriers dans la trappe nationaliste, canalisant la combativité ouvrière vers le vote pour le Parti québécois, nationaliste bourgeois.

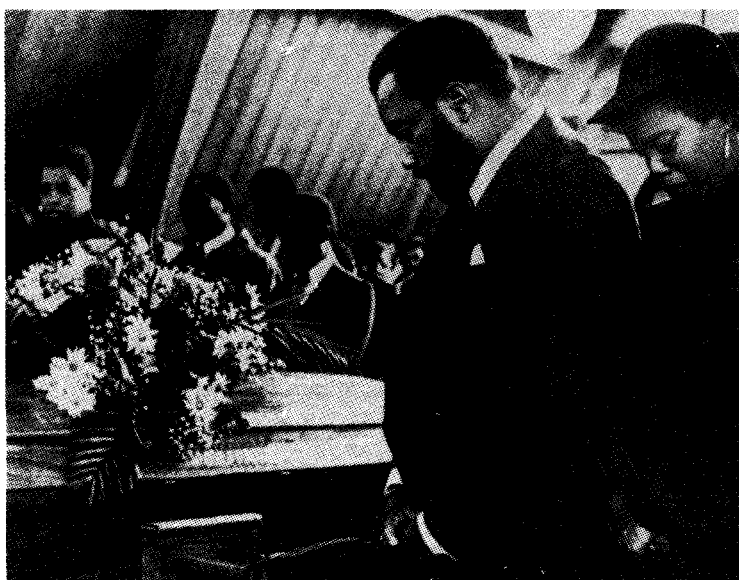
LA LOI 101 ET LA NOUVELLE MONTEE DU NATIONALISME

René Lévesque et Cie n'ont jamais même prétendu être des « amis des travailleurs ». Ils se sont plutôt engagés à renforcer une classe dirigeante indigène québécoise, à étayer la culture et la langue française et à chercher d'obtenir la souveraineté nationale en association économique avec le reste du Canada. Alors qu'ils ont perdu en 1980 le référendum sur la « souveraineté-association », ils ont tenu la plupart de leurs promesses. Ils se sont tournés contre le puissant mouvement syndical et lui ont infligé une série de défaites graves. Ils ont utilisé l'appareil d'Etat provincial pour considérablement renforcer la bourgeoisie québécoise naissante. Ils ont ralenti l'érosion du français par la loi discriminatoire 101, qui

français au travail [...]. Cependant, le caractère général de cette nouvelle législation est chauvin — une réaction nationaliste à la discrimination anti-française [...]. Ainsi de la même façon que l'Ontario applique la discrimination contre ses minorités francophones, le Québec appliquera la discrimination contre ses propres non-francophones : les anglophones et les immigrants. L'anglais n'est pas simplement la langue d'une étroite coterie de bourgeois de Westmount, mais la langue de certaines de milliers de travailleurs au Québec, en particulier à Montréal » (Spartacist Canada n° 16, mai 1977).

Contre le tollé général des chauvins anglophones, nous avançons la revendication au droit inconditionnel à l'autodétermination du Québec (c'est-à-dire à l'indépendance). La défense de ce droit par le mouvement ouvrier canadien anglophone est cruciale pour couper court au chauvinisme et au nationalisme et pour forger l'unité de classe — anglophone, francophone, immigrants — contre l'ennemi commun capitaliste. Mais même au plus fort du mouvement séparatiste, les tensions entre les travailleurs anglo-canadiens et québécois n'ont jamais été à ce point explosives pour rendre utopique la perspective d'une lutte de classe commune à l'intérieur de l'actuel Etat unitaire. Aussi, nous argumentons (et continuons à argumenter) contre l'exercice de l'autodétermination québécoise. Et depuis le début, nous nous sommes opposés à tous

Suite page 15



Funérailles du jeune Noir, Anthony Griffin, assassiné par les flics racistes de Montréal.